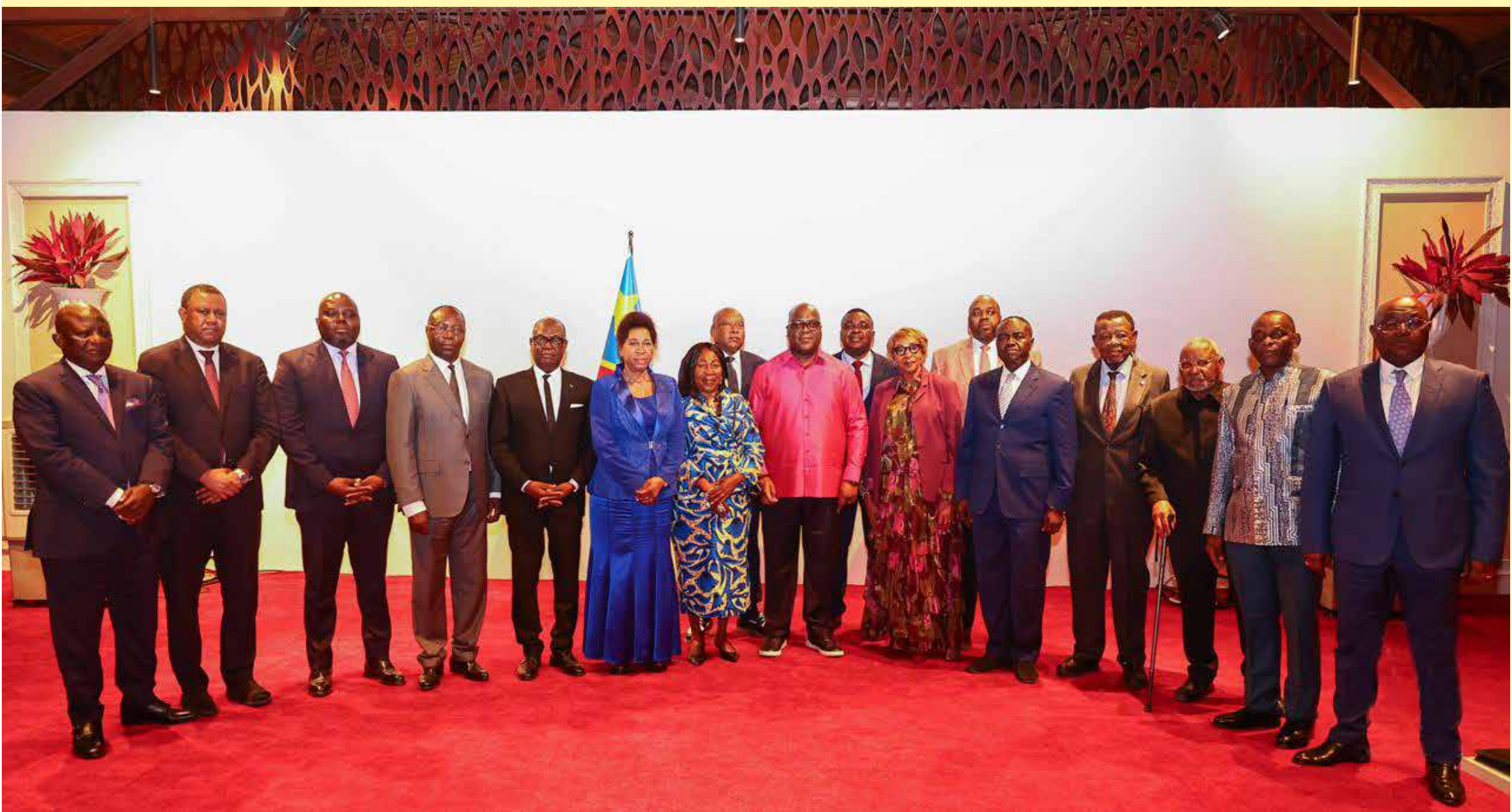


PÉP-AAAP

reçue par le

Chef de l'État

Une audience historique au crédit de Tony Kanku Shiku



Ils avaient longtemps attendu ce jour... Ils attendaient ce jour longtemps... Depuis trois ans, jamais ce jour n'était arrivé.

Jamais! C'est au sortir de cette rencontre samedi 12 septembre 2026 que Tryphon Kin-kiey Mulumba poste sur son compte X (@kkmtry) un texte qui fait le buzz. «Jamais l'Histoire

n'oubliera ce jour samedi 12 septembre 2026 qui voit le Chef de l'État @fatshi13 recevoir pour la toute première fois et, dans sa résidence officielle, Députés et Personnalités PÉP-AAAP

de Tony Kanku Shiku. À celui qui sait attendre, la porte finit par s'ouvrir ». Puis le lendemain au lever du jour un autre illustré par la photo ci-dessus publiée sur le site de la Pré-

sidence de la République: « Après des années d'attente, ces moments qu'on oublie pas, qu'on n'oublie jamais, qui restent ancrés dans la mémoire pour la vie ». En effet. Pages 2, 3, 4.

PÉP-AAAP, la troisième force politique du pays, reçue au Mont Ngaliema

Ils avaient longtemps attendu ce jour. Ils attendaient ce jour. Longtemps ! Depuis trois ans, jamais ce jour n'était arrivé. Jamais !

À chacune de leurs réunions, de leurs rencontres, sous des formats divers, que de jérémiades ! Ces plaintes longues, ces lamentations tristes, répétitives qui n'en finissaient pas, qui n'en finissaient jamais, qui finissaient par ennuyer ou agacer certains. Ils constituaient la troisième force politique du pays. À la fermeture des bureaux des votes au soir du 20 décembre 2023, il y a trois ans, ils étaient sortis la première force des urnes à l'Assemblée nationale. Tous en connaissent les chiffres. Quarante-vingt quatre candidats élus députés. Pourtant, énorme catastrophe ! Qu'est-ce qui avait pu se passer entre-temps pour qu'ils en perdent la moitié à la proclamation officielle dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 janvier 2024 ? Quelqu'un avait eu la pire idée d'aller dévoiler le chiffre des isoloirs au point de réveiller le chat qui dort, chiffre qui aurait dû être gardé sous le sceau de Secret Défense comme l'exige la loi, qui faisait de l'AAAP - Alliance des Acteurs Attachés au Peuple - qu'avait décidé de porter un homme, Tony Kanku Shiku, appelé TKS par ses proches, né dans les affaires, a grandi dans les affaires, diplômé des Affaires à l'université, décidé - jurant - de rester toute sa vie dans les affaires, que nul n'avait imaginé qu'il pouvait un jour sortir de ce confinement qu'il chérit tant, qui lui prend tant de temps - chaque jour jusqu'au lever du jour



Face au Président de la République, à sa résidence officielle, les 14 Personnalités et le Chef de l'État suivent l'introduction de TKS. DR.

- pour aller soutenir des candidats en politique ? N'est-ce pas l'ADN, le sang, la famille ? Il avait tellement suivi depuis sa naissance son père, l'opposant historique de tous les régimes Étienne Tshisekedi wa Mulumba. Il avait vu son frère Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo monter sur le toit de la politique à la disparition de son père le 1er février 2017 et avait certainement tellement entendu et compris des phrases interpellatrices. Telle celle-ci : « Si tu ne t'intéresses pas à la politique, la politique s'intéressera à toi », reprise par l'ancien premier ministre français Michel Rocard qui s'adressait dans un livre directement aux adolescents pour leur expliquer ce qu'est la politique et les inciter à s'engager : « Si vous ne vous occupez pas de la politique, elle s'occupera de vous ». L'Italien Nicolas Machiavel (Niccolò di Bernardo dei Machiavelli) qui fut proche de la cour de France, connu comme le géant théoricien de

la politique mais aussi de la guerre, n'a-t-il pas légué à l'Histoire la phrase ci-après : « Tout n'est pas politique, mais la politique s'intéresse à tout ».

À QUI SAIT ATTENDRE...
Nul doute c'est cette intelligence qui fit venir TKS sur ce terrain de tous les dangers... Son frère Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo élu Président de la République, TKS décidait malgré lui de « s'intéresser » à la politique, de « s'en occuper » un tant soit peu comme il se confie aux médias. Car « si vous ne vous occupez pas de la politique, elle s'occupera de vous ». Il entendait protéger son frère et autant qu'il pouvait... Il en fut pleinement informé dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 janvier 2024 lorsque les résultats provisoires des élections législatives de décembre 2023 furent proclamés. Alors qu'il détenait la liste de ses élus, lorsque les noms des 477 députés sur les 500 pour le compte de 44 par-

tis et regroupements politique furent officiellement proclamés par la Centrale Électorale Nationale Indépendante, CÉNI, il en savait déjà trop sur ce monde dangereux ! Rétrogradée par des méchants loups, l'AAAP est citée troisième force avec 45 députés. Qui a fabriqué ces 477 élus et pourquoi ? Pourquoi ce tremblement de terre ? Pourquoi ce tsunami ? Qui lui en voulait tant et pourquoi ? À qui il faisait tant peur ? N'avait-il pas pris trop de risques en s'ingérant dans la politique, cette merde ? Ce monde de merde ? Si on lui en voulait tant, ce monde de merde ne pousserai-t-il pas jusqu'à chercher un jour à le liquider ? Que de questions ! N'est-ce pas les mêmes questions que ne cesse de se poser un certain Donald Trump lorsqu'il fut vaincu en 2020 par Joe Biden ou quand Dieu a fait qu'il eût miraculeusement échappé à la mort tel ce 13 juillet 2024 lors d'un meeting à Butler, en Pennsylvanie quand soudain, il entendit un bruit

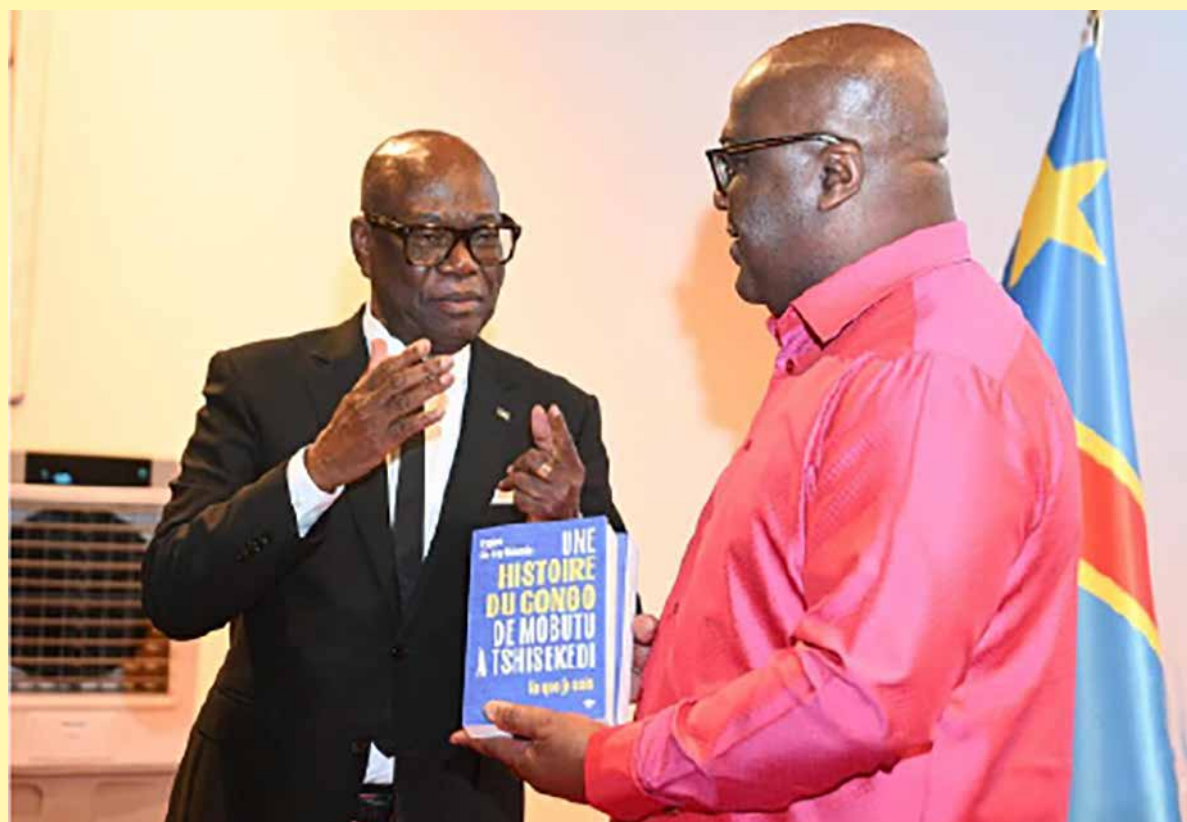
sec, une détonation courte et que Dieu fit qu'il tourna la tête mais la balle traversa l'oreille droite ? Ce soir-là, à Butler, deux autres détonations similaires retentirent, Donald Trump sut aller à terre, entouré immédiatement de plusieurs agents des services secrets, chargés de sa protection quand dans les travées situées derrière l'estrade, ses militants et sympathisants s'accroupirent, pour se protéger, ne comprenant rien de rien... En 2020, si le Républicain a admis la victoire du démocrate, a-t-il concédé sa défaite ? En 2020, dans le camp des républicains, ce fut colère, incrédulité, deuil. En décembre 2023, ce fut colère, incrédulité, deuil chez les Acteurs Attachés au Peuple. Mais que faire ? La politique n'est-elle pas un jeu ? (« La politique est un jeu », livre de Emma Bajac, Paris, éd. Flammarion, collection Librio). Pour TKS, malgré la colère, l'incrédulité, le deuil, il ne restait qu'à prendre ça du bon côté, à être du

bon côté de l'histoire. Car la vie doit continuer et elle continue. Tant que la vie est là, il faut la laisser continuer... À qui sait attendre, le temps ouvre ses portes. À savoir attendre, il y a tout à gagner. À qui sait attendre, le miracle finit par se produire. Qui l'aurait cru ? Ce samedi 12 septembre, pour les Acteurs Attachés au Peuple, un miracle s'est produit. Dans la nuit d'avant-veille, après une rencontre cruciale quand avec force et détermination, le projet fut présenté, le frère Tony Kanku Shiku convaincu par-faitement de sa pertinence, assurait qu'il allait le porter sans attendre. Aux petites heures, un coup de fil retentit. « C'est approuvé. C'est le samedi. Tenez-vous prêts avec le récit. C'est samedi... ». Vraiment ! ? Deux députés partis la veille en province en vacances parlementaires, reprennent le vol retour, dès le premier coup de fil, arrêtent tous leurs programmes préparés et annoncés.

Un troisième qui devait embarquer le lendemain pour l'étranger pour des soins, remet au surlendemain le vol. Et, une deuxième fois même sans vraiment y croire, il fait partir son épouse en équipe d'avance... D'autres confient des invitations reçues, entendues mais depuis trois ans, aucune suite. Mais quand il doit se produire, le miracle arrive toujours. Conçue, initiée, partagée, acceptée, présentée, appuyée parfois critiquée voire combattue - c'est la politique - l'audience tant attendue est arrivée. Un Député dans la capitale revenu l'avant-veille, présent dans les préparatifs de cette rencontre, confie : « Même s'il faut rester dans cette salle la nuit, ici, toute la nuit, même deux ou trois jours voire plus, je suis prêt ». Samedi 12 septembre, 16:00', sur les hauteurs de la ville, dans la commune de Ngaliema, dans l'énorme salle d'attente de la Cité de l'Union Africaine

(texte suite en page 4).

PÉP-AAAP, à qui sait attendre...



A qui sait attendre, le temps ouvre ses portes. À savoir attendre, il y a tout à gagner. À qui sait attendre, le miracle finit par se produire. Qui l'aurait cru ?

Ce samedi 12 septembre, pour les Acteurs Attachés au Peuple, un miracle s'est produit. Dans la nuit d'avant-veille, après une rencontre cruciale quand avec force et détermination, le projet fut présenté, le frère Tony Kanku Shiku convaincu parfaitement de sa pertinence, assurait qu'il allait le porter sans attendre. Aux petites heures, un coup de fil retentit. « C'est approuvé. C'est le samedi. Tenez-vous prêts avec le récit. C'est samedi... ». Vraiment !?

Deux députés partis la veille en province en vacances parlementaires, reprennent le vol retour, dès le premier coup de fil, arrêtent tous leurs programmes préparés et annoncés. Un troisième qui devait embarquer le lendemain pour l'étranger pour des soins, remet au surlendemain le vol. Et, une deuxième fois même sans vraiment y croire, il fait partir son épouse en équipe d'avance... D'autres confient des invitations reçues, entendues mais depuis trois ans, aucune suite.

Mais quand il doit se produire, le miracle arrive toujours. Conçue, initiée, partagée, acceptée, présentée, appuyée parfois critiquée voire combattue - c'est la politique - l'audience tant attendue est arrivée. Un Député dans la capitale revenu l'avant-veille, présent dans les préparatifs de cette rencontre, confesse : « Même s'il faut rester dans cette salle la nuit, toute la nuit, même deux ou trois jours voire plus, je suis prêt ».



L'Histoire n'oubliera jamais

(suite de la page 2).

aux lustres royaux, l'énorme complexe immobilier situé à un jet de pierre du site présidentiel de Mont-Ngaliema, qui abritait la résidence officielle et le lieu de travail du Maréchal, érigé en 1967 par le Maréchal en vue du IVe sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine, OUA, organisé à Kinshasa du 11 au 14 septembre 1967, il n'y a pas que ce Député sur les quatorze personnalités triées sur le volet qui pense ainsi.

Annoncée pour 17:30', la montre indique les 21:00' et, dans la salle, personne ne bouge. Le frère du Président, «le Haut Représentant du Chef, leader de l'ombre, l'homme discret mais d'une rare efficacité», pour ce jour historique, habillé pour le protocole comme rarement même quand il reçoit ses invités, TKS est dans l'énorme salle, enfoui dans l'un des sofas. Quand le protocole fait irruption et le voit, TKS confie à un proche assis à côté de lui, à gauche que «ça sera plus bas à la résidence officielle». Là où peu de personnes présentes dans la salle ont été un jour.

Incroyable... Alors qu'ils s'étaient présentés et apprêtés pour y passer la nuit voire plus, voici qu'arrivent des véhicules mis à la disposition de ces invités en charge de les conduire «plus bas» à la résidence officielle du Président de la République. Là, ils sont installés selon le protocole mais aussi selon l'ordre d'arrivée. Ils n'attendront pas plus longtemps. Le Président de la République est déjà annoncé... Il prend la parole, s'excuse du retard. Il y avait des investisseurs qui cherchaient à le rencontrer.

À qui le Président présente ces excuses quand ces quatorze personnalités s'étaient rendues ici à l'idée qu'elles attendraient des heures, voire toute la nuit? TKS prend la parole. Il remercie le Président pour la tenue de cette rencontre historique avec les Représentants de la Plateforme Électorale et Politique, PÉP-AAAP. Au nom de la plateforme, il lui



Peu avant l'arrivée du Président de la République sur l'espace préalablement préparé pour la rencontre... DR.

adresse ses félicitations pour l'initiative salubre prise de convoquer «le Dialogue national pour la paix, la cohésion et la refondation de l'État». Il évoque les réalisations qui émergent à travers le pays dans le secteur des infrastructures, l'éducation, la santé, la diplomatie proactive, la montée en puissance des forces de défense et de sécurité, «qui impactent positivement le vécu quotidien des Congolaises et des Congolais redonnant l'espoir d'un avenir meilleur».

PÉP-AAAP MONTRE SES DENTS.

Des remerciements pour avoir accepté de recevoir ces personnalités ce samedi 12 septembre. La rencontre avait été sollicitée dans la nuit de mercredi et jeudi 9 et 10 septembre 2026. Des personnalités qui représentent des regroupements, des partis politiques, des associations membres de PÉP-AAAP qui ne sont qu'un échantillon. Difficile d'en amener plus sans connaître au préalable le cadre. Il appelle chacun pour l'occasion à se présenter en mettant, le cas échéant, un accent sur une expérience politique avérée, un ancrage sociologique reconnu, les différents services publics rendus...

Espace Grand Bandundu et Kongo central (Professeur Honorable Tryphon Kin-kiey Mulumba,

membre fondateur du CACH, l'un des candidats du trio gagnant du Candidat CACH Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à la présidentielle de 2018, plusieurs fois ministre, plusieurs fois élu, réélu député de son fief de Masimanimba, député national et provincial dans l'actuelle législature; Hon. Marie-Ange Lukiana Mufwankolo, plusieurs fois ministre, députée, élue quatre fois à Kinshasa et à Bulungu); espace Grand Équateur (Omer Egwake Yangembe, plusieurs fois ministre, ancien député); espace Grand Kasai (Hon. Lambert Mende Omalanga, ancien vice-premier ministre, plusieurs fois ministre-porte-parole du gouvernement, élu député quatre fois à Lodja; Richard Mulumba Asaeba, membre fondateur de CACH, président du Regroupement AE; Hon. Constantin Mbengele Thamuk, ancien DG du Fonds de Promotion de l'Industrie, FPI, élu deux fois député à Mwaka; Jacques Timothé Ikung, ancien Dir-Cab de la ministre de l'Environnement, Secrétaire Général de l'AAAP); espace Grand Katanga (Hon. Jean-Claude Masangu Mulongo, ancien P-dg de la Citibank, Gouverneur honoraire de la Banque Centrale du Congo, BCC, pendant seize ans, de 1997 à 2013, géniteur du Franc Congolais, CDF, ancien président du G24,

ancien président de l'Association des Banques Centrales Africaines, député de Malemba-Nkulu); ville-province de Kinshasa (Laurent Batumona Kandi Kham, président de AAAP, ancien vice-ministre, ancien député, ancien vice-gouverneur de la ville de Kinshasa, directeur de campagne adjoint du candidat CACH, ancien DG de la DGI, puis de la DGP; Hon. Steve Mbikayi Mabuluki, plusieurs fois ministre, trois fois député élu à Kinshasa-Tshangu et Mont-Amba, président du Groupe parlementaire AAAP-CODE, promoteur des écoles d'enseignement trilingue Le Cartésien); Hon. Frida Mushy Yaya Yalake, députée de la Tshangu, cheffe d'entreprises; prof. Michel Kaswa Kayomo, DirCab du ministre des Mines, médecin spécialiste en Biologie médicale et Santé Publique, professeur); espace Grand Kivu (Hon. Jean-Marie Kalumba Yuma, ancien ministre, député national et député provincial de Pang'i, Maniema, coordonnateur de la campagne du Chef de l'État au Maniema en 2023; Hon. Maguy Rwakabuba Ribagiza, plusieurs fois vice-ministre, députée de Rutshuru, Nord-Kivu; Hon. Mwanza Hamissi Singoma, ancien président de la FÉC-Nord-Kivu, plusieurs fois député de Nyiragongo, Nord-Kivu, président honoraire du caucus des députés du

Nord-Kivu, président de la Commission Suivi-évaluation de l'Assemblée nationale, président des sociétés). Vient le tour de Laurent Batumona Kandi Kham de prendre la parole. Il donne lecture du mémo de PÉP-AAAP adressé au Président de la République. Un texte contenant des propositions liées au dialogue national dont la tenue a été annoncée.

Le texte, selon des sources proches du dossier, décrit la situation que connaît le pays «confrontée à des multiples défis d'ordre politique, sécuritaire, économique et social, la persistance des conflits armés dans sa partie orientale, les tensions politiques, les difficultés liées à la gouvernance, les enjeux électoraux ainsi que les aspirations légitimes de la population à la paix, à la stabilité, au développement, ce qui justifie la nécessité d'engager une réflexion approfondie sur l'organisation d'un dialogue national». Un «dialogue qui est un instrument reconnu de prévention et de règlement pacifique des conflits. Conduit dans un esprit de bonne foi, d'ouverture et de responsabilité, le dialogue favorise la recherche d'un consensus national, le renforcement de la cohésion sociale ainsi que la consolidation de la stabilité institutionnelle. Un dialogue congo-

lais représente une opportunité majeure pour promouvoir la paix durable, renforcer la cohésion nationale et consolider les institutions de la République». Le succès de ce dialogue qui «en démocratie est permanent»? Il «dépendra notamment de la bonne foi des parties prenantes, de la transparence des échanges, de la mise en œuvre effective des résolutions qui en découleront. Un dialogue crédible doit être guidé par l'intérêt supérieur de la Nation et contribuer durablement au développement du pays».

Ce dialogue se justifie, selon le mémo, par l'urgence de contrer «les velléités subversives, la recherche des solutions durables aux crises politiques et sécuritaires récurrentes, la nécessité de renforcer l'unité nationale, le besoin de consolider les institutions étatiques face à la malveillance extérieure».

Et, «face à certaines situations observées», PÉP-AAAP appelle le Président de la République à la mettre «au centre des discussions et des négociations», assure qu'elle va travailler à «renforcer la confiance et la cohésion au sein de la Majorité Présidentielle Plurielle», tout comme à «favoriser l'appropriation du processus par la population». Le texte «assure que les personnalités, ici présentes qui

viennent de se présenter et travaillant sous le leadership du Haut Représentant (TKS, ndlr), sont d'ores et déjà prêtes et disponibles à se rendre à tout moment dans leurs espaces géographiques et sociologiques respectifs afin d'y animer et encadrer les consultations à la base, prélude au Dialogue national». «Comme vous pouvez le constater, toutes ces personnalités ont un grand ancrage dans le tissu sociologique du Congo profond que vous avez appelé à s'exprimer dans le cadre du Dialogue national pour la paix, la cohésion et la refondation de l'État. Elles sont ici, devant Vous, pour offrir leur disponibilité à travailler en vue de la réussite des Consultations, en prélude du Dialogue». En reprenant la parole, le Président de la République salue l'initiative de cette rencontre, se dit déterminé à œuvrer pour la réussite du dialogue, valide le poids de PÉP-AAAP et de ses personnalités dont il connaît la pertinence et l'ancrage, assurant que ces données seront prises en compte dans les décisions qui viennent.

La rencontre étant hautement politique, Jean-Claude Masangu Mulongo, notable reconnu et écouté du Grand Katanga fait face aux médias entouré du HR et de ses camarades pour une déclaration. La montre sonne environs 22:00'...

Au départ de la résidence officielle du Chef de l'État, Tryphon Kin-kiey Mulumba poste sur X un texte qui fait le buzz. «Jamais l'Histoire n'oubliera ce jour samedi 12 septembre 2026 qui voit le Chef de l'État @fatshi13 recevoir pour la toute première fois et, dans sa résidence officielle, Députés et Personnalités PÉP-AAAP de TKS. À celui qui sait attendre, la porte finit par s'ouvrir».

Le lendemain au réveil un autre texte illustré: «Après des années d'attente, ces moments qu'on oublie pas, qu'on n'oublie jamais, qui restent ancrés dans la mémoire pour la vie». Samedi 12 septembre, PÉP-AAAP a montré ses dents.

T. MATOTU

L'armée met les médias en garde contre les campagnes de «glorification» et de «dénigrement»

L'armée congolaise FARDC a mis en garde les médias et les influenceurs contre les campagnes de dénigrement visant des officiers supérieurs.

L'armée congolaise a mis en garde contre les campagnes numériques de «glorification» et de «dénigrement» visant des officiers. Face à la multiplication, sur les réseaux sociaux, de contenus présentant certains officiers généraux et supérieurs comme des «héros», tout en

s'attaquant à d'autres membres de la hiérarchie militaire, l'État-Major général des Forces armées congolaises, FARDC, a remonté le ton.

LEÇON DONNÉE AUX MÉDIAS. «L'armée est une institution nationale fondée sur la discipline, la cohésion, la solidarité, la neutralité, la loyauté et le respect strict de la hiérarchie», a déclaré vendredi 11 septembre le porte-parole a.i des FARDC, le lieutenant-colonel Mac Hazukay, qui a dénoncé des campagnes menées sur YouTube, Facebook et TikTok, etc., qu'il a qualifiées suscep-

tibles d'alimenter des divisions au sein de l'armée. Pour l'État-Major général, la glorification systématique de certains officiers, lorsqu'elle s'accompagne de la dévalorisation d'autres, crée de fausses perceptions de compétition interne, porte atteinte à l'honneur des militaires visés et constitue une menace pour le moral et la cohésion des FARDC. « Les FARDC disposent de mécanismes institutionnels appropriés pour apprécier les mérites et les responsabilités et les performances de leurs cadres. L'évaluation de ces

éléments relève exclusivement des autorités de commandement militaire dûment habilitées et ne saurait en aucun cas être dictée par des mouvements d'opinions orchestrés sur le web. L'État-major général des FARDC exhorte les médias et les créateurs des contenus à privilégier une information vérifiée et recoupée», a insisté le lieutenant-colonel Hazukay. Il a appelé les médias «à placer au-dessus de toute autre considération l'intérêt supérieur de la Nation, la cohésion de l'armée et la préservation du moral des militaires».

«L'armée met également en garde contre la diffusion d'informations non vérifiées, de propos diffamatoires, d'accusations infondées ainsi que de montages audiovisuels ou de récits spéculatifs présentés comme des faits établis sans s'appuyer sur des sources officielles ou crédibles. Elle refuse de devenir, par réseaux sociaux interposés, le théâtre de rivalités médiatiques, de promotion personnelle ou de règlements de comptes», a poursuivi le porte-parole. «L'État-Major général appelle les créateurs des contenus, les administrateurs

des pages et les internautes à faire preuve de responsabilité dans l'utilisation des plateformes numériques». Pour le lieutenant-colonel Hazukay, «les critiques et analyses ne peuvent être légitimes que lorsqu'elles reposent sur des faits vérifiés et sont formulées dans le respect des personnes et des institutions». L'État-Major général demande aux militaires de rester fidèles à leurs devoirs et à leurs missions constitutionnelles et de ne pas céder aux «manœuvres médiatiques» susceptibles de semer la division au sein des Forces de

défense et de sécurité.

D. DADEI ■

Un texte dur

Un texte de loi plus dur est annoncé par la Députée Christelle Vuanga Mukongo.

La Députée élue de la circonscription de la Funa, à Kinshasa, présidente de la commission Genre, Famille et Enfants, a annoncé déposer à la rentrée parlementaire de septembre une proposition de loi visant à «renforcer la protection des personnes victimes de violence numérique, et donc la diffusion de contenus sans leur consentement (...) Le texte « modifie et complète le Code pénal congolais et le code du numérique afin de renforcer la protection des personnes victimes de la diffusion de contenus intimes sans leur consentement». Le texte réclame des peines de prison de 5 à 10 ans, des amendes, des sanctions plus lourdes lorsque les faits sont accompagnés de chantage, d'humiliation, de harcèlement, concernent un mineur ou sont commis à grande échelle. «Une vidéo intime envoyée en privé ne devient pas un bien public, le consentement à être filmé n'est pas un consentement à être exposé. Aujourd'hui, les réseaux sociaux permettent qu'une vidéo publiée en quelques secondes détruise une réputation, une famille, une carrière et atteigne profondément la dignité d'une personne (...) Je veux que notre législation protège clairement l'intimité, la dignité et la vie privée tout en responsabilisant ceux qui produisent, publient, partagent ou rediffusent ces contenus sans consentement».

ALUNGA MBUWA ■

Le grand retour des immondices

Après le passage du Service National, SN, sur plusieurs artères de la ville-province de Kinshasa, certains espaces connaissent un grand retour des immondices.

Une situation attri-

buée aux mauvaises habitudes de Kinois qui continuent de jeter leurs déchets le long des chaussées, malgré les avertissements des pouvoirs publics. Un exemple : le tronçon situé entre le rond-point Mandela et la Haute École de Commerce, HEC, sur l'avenue de la Libération, anciennement

avenue du 24 novembre, commune de la Gombe. Exemple : sur le boulevard Lumumba, à la hauteur de Debonhomme, entrée Abattoir ou Quartier 1, certains petits commerçants ont repris du service, souvent dans la soirée. Ils avaient pourtant été délogés pour avoir été accusés d'être à la base de

l'insalubrité. Sachets, bouteilles en plastique, emballages et autres détritiques jonchent de nouveau plusieurs axes de Kinshasa qui venaient d'être nettoyés par les agents du SN. Ces espaces sont redevenus des dépo-

toirs à ciel ouvert. Sur le tronçon Mandela-HEC, aussitôt les travaux d'assainissement achevés, les immondices ont réapparu sans attendre. Face à ce constat, plusieurs usagers appellent à une prise de

conscience collective. Ils estiment que la propreté de Kinshasa ne dépend pas uniquement des opérations de nettoyage menées par les autorités, mais aussi du civisme de chaque citoyen.

ALUNGA MBUWA ■

Des incendies ravagent le pays

Plus de 611 abris ont été ravagés par des incendies à travers le pays, a déclaré la ministre nationale des Affaires sociales, Action humanitaire et Solidarité nationale, Ève Bazaiba Masudi, lors de la 98ème réunion du Conseil des ministres.

« Cette période a été principalement caractérisée par des cas d'incendies et des refoulements de nos compatriotes de l'Angola, qui sont contenus à chaque fois dans le territoire de Kahemba », a déclaré la ministre citée par le porte-parole du gouvernement Patrick Muyaya Katembwe. À Bukavu, ville contrôlée par les

rebelles du M23-AFC soutenus par l'armée rwandaise, un incendie a ravagé deux écoles et fait au moins 24 écoliers morts. Des adultes auraient également péri dans l'incendie et l'on craint que le bilan des victimes ne s'alourdisse encore dans la commune de Kadutu densément peuplée.

FAIBLESSE DU DISPOSITIF MUNICIPAL. À Kinshasa, dans la nuit de vendredi 4 à samedi 5 septembre dans le quartier du Palais du Peuple, une fête de mariage a viré au drame. Une dizaine de personnes ont trouvé la mort, dans un incendie. Un autre incendie s'est déclaré sur l'avenue Doruma à Matonge, commune de Kalamu. L'origine

du sinistre. L'alerte a été donnée en plein cœur du quartier. Les flammes se sont propagées sur l'avenue Doruma, provoquant une vive inquiétude parmi les habitants et les commerçants du secteur. Ces incendies ont remis en lumière l'extrême faiblesse du dispositif municipal. Selon plusieurs sources à l'Hôtel de ville, la capitale ne possède que de deux camions anti-incendie. Vétustes et en panne, ils seraient jugés irrécupérables par les mécaniciens. Dans l'attente de nouveaux véhicules, la ville délègue une partie du service à des opérateurs privés. Si la ville compte 137 sapeurs-pompiers, ils sont inactifs faute d'engins propres.

ALUNGA MBUWA ■

Le PCA Ewanga tire sur son D-G

Il y a peu ce fut José Lueya Dubier. C'est le tour désormais d'Alexandre Mukendi Tshikala. Le Conseil d'Administration n'en peut plus de ses D-G.

À Congo Airways, c'est à nouveau la guerre. Bis repetita au Conseil d'Administration. La compagnie aérienne nationale créée le 15 août 2014, qui a fait son premier vol le 20 octobre 2015, a du mal à avoir un Directeur Général. Hier ce fut José Lueya Dubier. Au tour désormais d'Alexandre Mukendi Tshikalade qu'une correspondance du président du Conseil d'Administration, Jean-Bertrand Ewanga Is'Ewanga, adressée à la ministre du Portefeuille, Julie Shiku, accuse d'avoir détourné plus de 23

millions de \$US. « Au total, plus de 23.000.000 \$US ont été gérés par le directeur général pour un résultat nul, aucun aéronef en propre ni en location n'ayant été mis en exploitation jusqu'à ce jour », écrit Jean-Bertrand Ewanga Is'Ewanga, dans sa correspondance, ajoutant avoir fait ce constat après l'évaluation de la gestion managériale de Congo Airways, au cours des vingt derniers mois.

RAPPORT D'UNE MISION. Cette somme d'argent provient du gouvernement, des nantissements de la Caisse nationale de sécurité sociale, CNSS, des recettes propres de l'entreprise et de caution et était destinée à l'appui au fonctionnement et à la relance de ses activités de Congo Airways,

écrit Jean-Bertrand Ewanga Is'Ewanga qui accuse son D-G de «manquer de vision, d'incompétence et du gaspillage des ressources». À cela s'ajoute la situation sociale catastrophique du personnel, qui compte un total de six mois de salaires payés sur les vingt mois de gestion d'Alexandre Mukendi Tshikala. Le rapport d'une mission d'enquête mixte composée de l'Inspection générale des finances, IGF, du Conseil supérieur du portefeuille et de l'Autorité de l'aviation civile, diligentée en décembre 2025, serait au centre de ces accusations du Conseil d'Administration. Congo Airways qui aurait dû incarner la souveraineté aérienne du Congo n'a plus avion en mesure de voler.

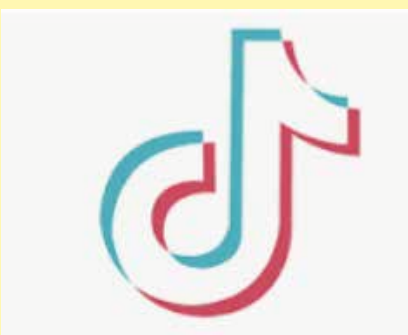
D. DADEI ■

Quand le système de communication s'enfonce dans une crise jamais connue à ce jour dans le pays

Revu, corrigé, complété.

Vérité toute crue, connue de tous, banalisée par tous : aujourd'hui au Congo, il n'existe pas un texte qui soit lu sur une radio, rendu sur une télé, publié dans un journal version papier, diffusé ou repris sur un site en ligne sans qu'il n'ait été préalablement payé par un client.

S'il est payé par «un client», c'est signe qu'il y a un but recherché. Le but peut être d'informer le Congolais et l'étranger d'un événement quelconque mais le texte peut aussi poursuivre un but martial, chercher à nuire un concurrent, à faire mal à un adversaire, à régler des comptes quelconques. Mais si le devoir du journaliste consiste à préalablement vérifier, mieux, à contrevérifier l'information qu'il a sous les yeux, ce qui l'oblige déontologiquement à commencer par se documenter sur la source, le média qui a transmis « l'information » ou l'individu qui a fait la déclaration ou tenu des propos («Who says What to Whom in Which channel with What effect», «Qui (dit) quoi (à) qui (par) quel moyen (avec) quel effet», les sept questions élémentaires de l'Américain Harold Dwight Lasswell qui fondent une information et rappellent la méthode antique du QQQQCCP (connue comme l'Hexamètre de Quintilien datant de l'époque de Jésus-Christ), au Congo d'aujourd'hui, le journaliste s'astreint à ce devoir premier, se passe d'une rigueur morale, professionnelle, éthique, déontologique. Il publie «l'information», empoche les billets de banque et l'affaire s'arrête là. Mais si une personne s'est sentie visée par cette «information» diffusée et qu'elle se présente au média qui a diffusé cette information ou généralement à un média qui n'aurait pas diffusé l'information controversée, pour faire valoir un démenti ou un recadrage, pratique déonto-



WhatsApp, Facebook, X, TikTok, Messenger, sont les géants du Web qui dominent le flux d'information mondial. DR.

logiquement, professionnellement, légalement, condamnable, il lui faut à son tour mettre la main à la poche et sortir des billets de banque. Ce qui fait l'affaire du média, du journaliste... Le droit de réponse - une disposition planétaire légale qui permet à quiconque est nommé ou est désigné dans un média de faire publier gratuitement sa propre version des faits par l'envoi au responsable de la publication d'un texte cadré sans avoir à prouver un préjudice ou une erreur - n'a nullement lieu au Congo. Le fait pour un journaliste de réclamer un paiement pour diffuser une information non commerciale viole gravement l'éthique du métier. En déontologie, cela s'apparente à de la corruption ou à du chantage vénal. Toutes les chartes professionnelles interdisent formellement de monnayer une publication ou une rétention de nouvelle.

OÙ EST LA VIE DEMAIN? Plutôt que d'informer le public en toute neutralité, au Congo, le journaliste choisit de vendre son pouvoir d'influence. Accepter ou exiger de l'argent pour traiter un sujet c'est trahir sa mis-

sion fondamentale. Il y a là corruption et vénalité. Utiliser sa position pour soutirer de l'argent détruit la confiance du public envers les médias. Quel rôle des instances d'autorégulation ? Existent-elles au Congo ? Ne devraient-elles pas condamner fermement ces pratiques qualifiées pénalement sous d'autres cieux d'extorsion ou de chantage et impliquent des poursuites judiciaires ? Certes, l'avènement des réseaux sociaux - WhatsApp, Facebook, X, TikTok, Instagram, Messenger, etc., ces géants du Web qui dominent le flux d'information mondial, etc. -, des médias en ligne et d'information en continu qui fournissent l'actualité 24:00' sur 24:00', à la télé, à la radio, sur le web, etc., se caractérisant par des flashes répétés - les Breaking News de CNN -, des directs permanents et des analyses en temps réel, a transformé le paysage médiatique mondial en imposant le paradigme de l'immédiateté. Cette mutation profonde a forcé les médias traditionnels à réinventer leurs modèles économiques, leurs formats éditoriaux et leur rapport au public. Cette mutation qui marque tant le Congo, donne tant

d'insomnies à tant de personnes sur terre, a-t-elle été repensée, fait-elle débat quand ce nouveau monde fait l'objet de restrictions croissantes dans de nombreux États pour son addiction ? Entre impératifs de sécurité nationale, lutte contre la désinformation et la protection des mineurs, la régulation de ces plates-formes est un enjeu politique majeur à l'échelle planétaire. N'est-ce pas là l'origine de cette crise du système de communication congolais qui s'enfonce à un niveau jamais atteint à ce jour allant jusqu'à transformer la scène politique à une scène de théâtre, qui fait dégoûter la pratique politique à la population ? Jamais l'insulte facile, l'injure puérile, l'insulte répugnante, vulgaire, misérable, les dénégations non étayées, les diffamations quelconques que parfois rien n'explique ou ne justifie et qui sont souvent des mises en scène n'avaient été aussi sorties des bouches aboyantes et atteint un tel niveau d'agressivité extrême, touchant à la vie privée ou intime, une telle escalade de diffamation ou de polarisation du débat public au point de conduire la population à une perte

de confiance envers les institutions traditionnelles. Et quand cette escalade verbale se déroule dans un contexte que connaît le Congo avec la présence sur le territoire national des forces armées étrangères d'occupation, décidées de jamais s'en aller, ne faut-il pas y voir une stratégie de campagne déployée par ces ennemis, une main noire ? Face à des tels dégoûts et des tels dégâts, doit-on toujours continuer à se vanter du niveau de sa démocratie et de la liberté de parole dont les Citoyens tireraient profit ? Lorsque les mécanismes d'autorégulation d'une profession - qui certes sont dépourvus de réels pouvoirs de sanction légale ou de contrainte physique - échouent à faire respecter leurs règles déontologiques, ne faut-il pas faire intervenir le système judiciaire pour restaurer l'ordre public et protéger les tiers, à savoir, les Citoyens ? Mais cette responsabilité n'incombe-t-elle pas avant tout à l'État, c'est-à-dire, au Gouvernement, au Parlement, aux institutions publiques, à la société civile qui devraient sonner l'alarme en l'espèce ? Pense-t-on que ce phénomène avec ses millions

de profils éparpillés dans le monde, cette prolifération massive et globale de créateurs de contenu sur les réseaux sociaux qui se prennent pour des deus ex machina - des Congolais basés dans tel pays, logeant leurs sites dans tel autre et qui sont suivis par les Congolais qui s'en sont rendus malades au point d'être convaincus qu'ils ne s'en guériront jamais - pourrait-il disparaître demain comme par magie sans une étude scientifique menée aujourd'hui par l'élite pour en déceler les causes et leur trouver des solutions au moment où sur les médias, les journalistes eux-mêmes vantent tant les millions de \$US collectés auprès de leurs mentors ? Ne faut-il pas finalement réinventer la vie ? Il faut se poser la question s'il existe au Congo un régime d'aide à la presse privée comme il en existe ailleurs dans des régimes démocratiques. C'est le cas de la France par exemple où ces Fonds stratégiques pour le développement de la presse ou l'Aide à la Diffusion nés en 1796 visent à favoriser un certain pluralisme du paysage médiatique et à donner ses chances aux nouveaux titres et un choix réel aux lecteurs... **KKMTRY**

LA PRÉCISION DU FAIT
LA RECHERCHE DU DÉTAIL
LA PUISSANCE DU VERBE
LA FORCE D'UN MÉDIA.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER
international

SINCE 1989

Prenez-le dans les librairies du monde

Trouvez votre exemplaire à la [fnac.com](https://www.fnac.com), [amazon.com](https://www.amazon.com) ou dans les librairies congolaises

**Quand un acteur politique majeur
de l'intérieur dévoile les arcanes du pouvoir congolais**



Parution le 22 janvier 2026. Format 140x210 mm, 448 pages, 20€ TTC contact presse : Anne Testuz anne@atestuz.com tél : 0664190065
Éd. © Le Cherche-Midi, 92 avenue de France, 75013, Paris seviceclients@lisez.com Composition : Facompo Dépôt légal : Janvier 2026 ISBN 978-2-7491-8537-8

République Démocratique du Congo
RÉGIE DES VOIES AÉRIENNES



Conseil d'Administration

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La Régie des Voies Aériennes–Société Anonyme, RVA-SA, informe le public et ses partenaires qu'un incident s'est produit le mardi 8 septembre 2026 aux environs de 5:00' du matin sur la piste de l'Aéroport International de N'djili, à Kinshasa. Comme dans tout grand aéroport du monde, des événements opérationnels peuvent survenir malgré les dispositifs de sécurité en place. Dans ce cas précis, il s'est agi d'une sortie de piste.

L'appareil concerné est un DC8 cargo immatriculé 9SAJO, exploité par la société Trans Air Cargo, sous gestion de la Société Serve Air Cargo. L'avion effectuait le trajet Kinshasa–Kisangani lorsqu'une panne du système hydraulique est intervenue après 14 minutes de vol. Le pilote a alors décidé de faire demi-tour.

À l'atterrissage, la défaillance hydraulique a rendu l'appareil difficilement gouvernable, le système de freinage n'obéissant plus. L'aéronef a quitté la piste sur environ 80 mètres avant de s'immobiliser dans le sable, sans faire aucune victime.

La présence de l'appareil en bout de piste constituant un obstacle, la RVA-SA a procédé à un décalage opérationnel de 800 mètres sur la piste de 4.000 mètres. Les 3.200 mètres restants demeurent pleinement suffisants pour les opérations aéronautiques.

Par ailleurs, un NOTAM, Notice to Airmen, a été immédiatement publié afin d'informer tous les exploitants.

Le Bureau permanent d'enquêtes sur les accidents et incidents d'aviation, BPEA, a ouvert une enquête pour déterminer les causes exactes et proposer les mesures correctives et préventives appropriées.

Le même mardi, l'avion a été autorisé au déchargement de son cargo après constat des enquêteurs. Le lendemain mercredi 9 septembre, les opérations de vidange du carburant ont été réalisées. Les opérations d'enlèvement de l'appareil sont en cours, conformément aux exigences réglementaires de sécurité.

Si une desserte internationale a été annulée par mesure de précaution, les autres vols ont été maintenus et se sont déroulés normalement.

Ce communiqué reflète la volonté de la RVA-SA de garantir la sécurité aéronautique, la transparence et la rigueur opérationnelle.

Kinshasa, le 9 septembre 2026

Cellule de communication

Immeuble Jacaranda, 1er étage, 7470, avenue Roi Baudouin, Commune de la Gombe, Kinshasa, RDC
N°RCCM : CD/KJN/14-B-3335, Id.Nat : 01-420-N59913W, Boite Postale : 6.574 Kin 31, E-mail : rvacarde1@yahoo.fr

Daniel Bumba Lubaki face à des intouchables

En rasant la tour Dikembe Mutombo, sur les hauteurs du quartier Binza UPN, l'Hôtel de ville ou Daniel Bumba Lubaki, le gouverneur de la ville depuis le 29 avril 2024, c'est selon, vient de démontrer à la face des Kinois qu'il n'y aura pas d'intouchables dans sa croisade de démolition des constructions anarchiques érigées dans la capitale.

Ça et là, à Kinshasa, surtout dans des communes crève-misère - Kimbanseke, Matete, Ngiri-Ngiri, Bandalungwa -, marchés de survie des familles entières, flats-hôtels, échoppes, bars et terrasses, n'ont nullement bénéficié d'une moindre mesure de compassion des autorités urbaines. Pour de nombreux vendeurs, le choc reste difficile à surmonter. À la veille de la rentrée scolaire, une école a été rasée, vendredi 21 août, dans la commune de Barumbu, malgré les doléances et les pleurs à chaudes larmes des parents dont beaucoup avaient payé les trois quarts des frais scolaires exigés dans toutes les écoles de Kinshasa. Le ministre provincial de l'Environnement, de la Propriété et de l'Embellissement de la ville, Léon Mulumba Mwana Nshiya, reste intraitable. « Tout édifice qui se retrouve sur l'emprise publique sera rasé sans autre forme de procès », répète-t-il ou fait-il répéter. Pour ce conseiller municipal de la commune de Ngaliema non autrement identifié dont des documents de valeur ont été emportés lors de la démolition de la tour Dikembe Mutombo - du nom de la figure emblématique de la NBA et membre du Naismith Memorial Basketball Hall of Fame éteint lundi 30 septembre 2024 à 58 ans des suites d'un cancer du cerveau -, « les pou-

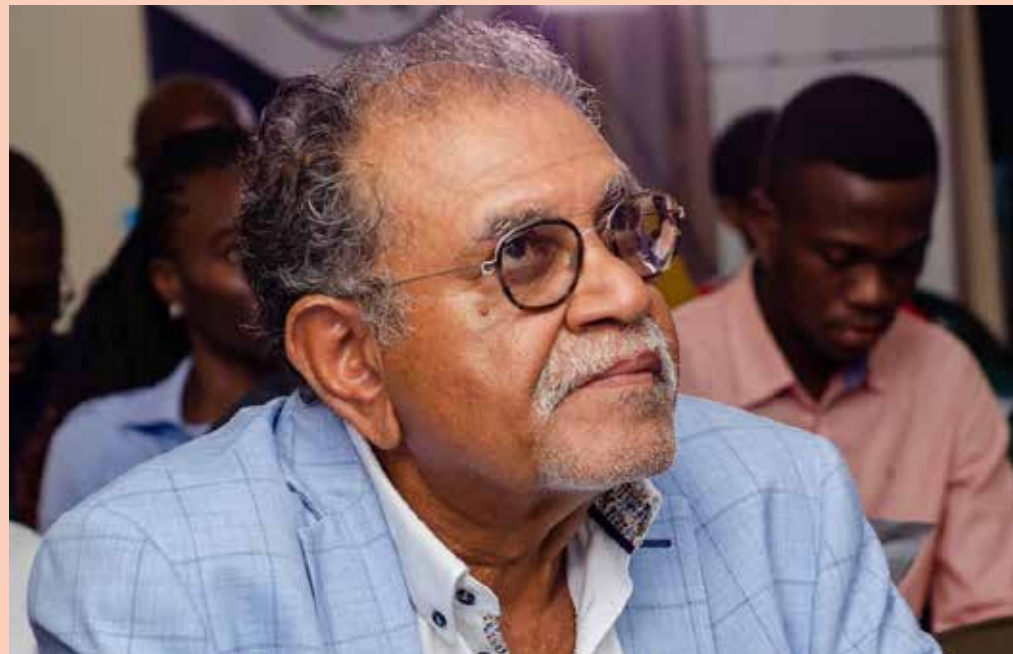


Daniel Bumba (à g.), Gervais Milandou N'lemvo (à dr), Jean-Claude Hoolans (en bas). DR.

voirs publics doivent manifester la même fermeté face aux commerces et biens immobiliers tenus par des expatriés qui se retrouvent dans la case des constructions anarchiques, notamment dans la commune de la Gombe ».

DES INTOUCHABLES.

Mais, pour le conseiller municipal, « l'Hôtel de ville a cessé toute menace de démolition contre l'immeuble Bisou-Bisou sur l'avenue du Commerce. Ici, badauds et commerçants à la sauvette soutiennent que Brazzaville aurait appelé Kinshasa pour plaider en faveur de l'immeuble qui appartient, non pas à un Kinois-congolais mais à un commerçant d'outre-fleuve, Gervais Milandou N'lemvo ». Né au Congo-Brazzaville, l'homme d'affaires brazzavillois multi-millionnaire en \$US qui a acquis la nationalité r-dcongolaise après la guerre au Congo-Brazzaville en 1997, est un partenaire de taille de la Banque Centrale du Congo, BCC. Propriétaire et Président du Conseil d'Administration, PCA, de l'empire MilTex, qui compte plusieurs sociétés - Léon Hôtel de la Paix Brazzaville, Léon Hôtel Kinshasa,



Léon Hôtel Centre Ville-Brazzaville, transport avec trois bus de voyage et un canot rapide, centres commerciaux La Galerie Bisou Bisou, Galerie Le Délice, livraison à domicile, livraison express par moto, formation avec l'académie « Léon Academy », IMF Bisou Bisou SA micro finance, etc. - MilTex pèse plus de 30 millions de \$US d'actifs. Fin avril 2026, le D-G de la micro-finance, Paul Odimba - un nom qui rappelle l'ex-famille présidentielle gabonaise restée incontournable dans les affaires - a dit avoir reçu une note de satisfaction de la BCC par rapport à l'instruction n°55. Voilà pourtant 20 mois déjà qu'à l'issue d'une réunion interministérielle regroupant notamment l'actuel ministre des Affaires foncières, Acacia Badumbola



Mbongo et le Gouv' Daniel Bumba Lubaki, a été levée la décision de démolir toutes les constructions anarchiques qui sont à moins de 100 m du fleuve Congo. « En ce qui concerne le site de baie de Ngaliema, le gouvernement instruit le gouverneur de la ville de Kinshasa à démolir toutes les constructions qui sont à moins de 100 m du fleuve Congo et les certificats d'enregistrement des constructions anarchiques seront annulés », lit-on dans le communiqué conjoint des ministres Affaires foncières et Urbanisme et Habitat. Mais dans le même communiqué, la ministre des Affaires foncières se dégonfle en suppliant le promoteur du site de Majestic River, « à se conformer aux lois de la République ».

Majestic River est, en fait, un bateau à trois ponts servant de bars, restaurants, etc., hôtels. Son propriétaire, multi-millionnaire en \$US, Jean-Claude Hoolans, né à Kisan-gani de père belge et mère congolaise, a aménagé à sa manière un débarcadère sur le fleuve dans les parages des installations du groupe de sécurité privé, G4. Les Hoolans tiennent l'économie de la province du Sud-Ubangi, au lendemain de l'extinction de l'empire Bemba Saolona. À leur actif, Miluna (Green Center Gwaka), une concession agricole de plus de 25.000 ha rachetée à Unilever, à Nocafex, les transports fluvial et routier des produits agro-alimentaires, Green Congo Development, GCD, qui s'investit dans la Zone économique spéciale, ZES, de

Gwaka. Les Hoolans n'ont visiblement que faire des menaces de démolition de leur beach Majestic River proférées par l'Hôtel de ville et le ministère des Affaires foncières. Mais la ministre de l'Environnement, développement durable et nouvelle économie du climat, Marie Nyange Ndambo tient à « anticiper les risques liés au changement climatique », en annonçant la création de l'Office congolais de l'Eau, OCE, onze ans après la promulgation de la loi n°15/026 du 31 décembre 2015 relative à l'eau communément appelée Code de l'eau. Au Congo démocratique, il est établi, aux termes de ce texte, que les fonds riverains d'un cours d'eau ou d'un lac sont grevés, sur chaque rive, d'une servitude d'utilité publique d'une largeur de 100 m à partir des berges, dite servitude de libre accès, destinée à permettre la mobilité des engins de curage et d'entretien et à l'administration de l'eau d'installer des moyens de signalisation, de mesure et de relevé. Et que le titulaire d'un droit réel immobilier ou toute personne ayant la jouissance d'un fonds grevé de servitudes est tenu de s'abstenir de tout acte pouvant nuire à l'objet pour lequel la servitude a été établie. Par ailleurs, les fonds inférieurs, dits fonds servants, sont tenus, envers ceux plus élevés, dits fonds dominants, de recevoir les eaux qui en découlent naturellement. Un arrêté conjoint des ministres ayant les Affaires foncières et l'Urbanisme dans leurs attributions devrait fixer les conditions et modalités de l'établissement des servitudes ci-dessus, les droits de l'État ou du concessionnaire du fonds auquel la servitude est due, ainsi que les causes et modalités de l'extinction de ces servitudes. Le Code de l'eau stipule également que des aires de protection sont établies autour de sources, cours d'eau

ou parties de cours d'eau, de retenues de barrage, de lacs, de mares, zone de captage d'eau souterraine et, d'une manière générale, des étendues d'eau destinées au moins partiellement, à la consommation humaine ou animale. Ces aires sont également instituées pour protéger des zones de recharge des nappes souterraines. Pour besoin de captage d'eau de consommation, des périmètres de protection, en tant que mesure de salubrité publique, sont obligatoires. En clair, toutes les constructions le long du fleuve dans la Capitale sont anarchiques. À vol d'oiseau, l'on peut constater que des biens immobiliers comme Waterfront Villas, entre l'avenue des Nations-Unies et le Fleuve, les tours Protea Hotel by Marriott non loin du Casier judiciaire, The King Tower, 28 étages, érigé directement sur les berges de la Gombe, le Royal Tower dans le quartier diplomatique, les immeubles Rays, la Galerie du Fleuve de SOGECO, l'immeuble Concorde, etc., la concession Utexafrica, etc., pourraient être visées par les mesures ci-haut énumérées. Tous sont des biens des étrangers lotis d'une certaine puissance financière. Et pas seulement. Certes, le Code de l'eau précise que « tout propriétaire d'une construction, clôture ou plantation existant dans les zones grevées d'une servitude ou érigée en contradiction avec les interdictions et prescriptions relatives aux périmètres de protection, dispose d'un délai de douze mois, à dater de la publication des mesures d'application de la présente loi, pour la démolir... Lorsque la construction, la clôture ou la plantation est couverte par un titre immobilier légal, le délai prévu à l'alinéa précédent court à partir du paiement d'une juste et préalable indemnité au propriétaire ».

POLD LEVI MAWEJA ■

international

cOm

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUCCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS
REMPLEIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUÏE, SUR NOS TERRES BÉNIËS DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIËRS SE
VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

En août, l'économie du Congo va mieux que celle de nombre de pays sur le Continent



Les données du mois d'août montrent une situation générale des prix relativement maîtrisée. DR.

Le dispositif Talo, une application mobile lancée par le ministère de l'Économie nationale pour surveiller et contrôler les prix des produits sur les marchés, poursuit la consolidation de la surveillance des marchés intérieurs à travers dix-huit villes, couvrant soixante-et-un produits de grande consommation et près de 205.000 observations de prix collectées au cours du mois d'août 2026. Cette profondeur d'observation permet désormais d'apprécier simultanément la tendance générale des prix, les disparités territoriales et l'apparition de tensions ponctuelles sur les principaux marchés du pays. Les données de l'édition du mois d'août 2026 font ressortir une situation générale des prix relativement maîtrisée. L'inflation mensuelle s'établit autour de 0,8%, tandis que l'inflation en glissement annuel ressort à environ 3,4 %, contre près de 7,7 % à la même période en 2025, confirmant une nette modération des pressions inflationnistes sur un an. Cette évolution place également la République démocratique du Congo dans une position relativement favorable comparativement à plusieurs économies africaines. Cette stabilité d'ensemble masque toutefois d'importantes disparités territoriales. L'indice de cherté place désormais la ville de Kisangani en tête avec 124,04 points, devant Isiro (121,90) et Mbuji-Mayi (121,37). Parallèlement, plusieurs chocs localisés ont été relevés. Les plus significatifs concernent notamment l'essence dans la ville de Kalemie, où la fermeture des stations-service a porté temporairement le prix sur le marché parallèle jusqu'à 20.000 CDF/le litre, ainsi que le maïs et le riz local à Mbandaka, avec des hausses atteignant respectivement 140 % et 50 %. À Bandundu Ville, la hausse de 100 % du prix du maïs observée en août s'est, en revanche, résorbée avec le rétablissement de l'approvisionnement. Ces situations confirment que les principales tensions observées demeurent

avant tout liées à des contraintes d'offre, de transport, d'infrastructures, de saisonnalité ou à des facteurs administratifs, plutôt qu'à une dynamique inflationniste généralisée. Le principal enseignement du mois d'août est ainsi celui d'une stabilité macroéconomique des prix qui se consolide, mais qui demeure exposée à des vulnérabilités territoriales et logistiques. En août 2026, l'inflation mensuelle au Congo s'est établie autour de 0,8 %, en décélération par rapport à juillet (environ 0,95 %). En glissement annuel, l'inflation ressort à environ 3,4 %, contre près de 7,7 % à la même période en 2025, soit une baisse de plus de 4 points de pourcentage en un an. Cette évolution traduit une nette modération des pressions inflationnistes et confirme le changement de rythme observé depuis le dernier trimestre 2025, même si une remontée graduelle du glissement annuel est perceptible depuis le début de l'année 2026. La position de la République démocratique du Congo est relativement favorable au regard de la dynamique observée dans plusieurs économies africaines. Au Kenya, l'inflation annuelle a atteint 6,6 % en août 2026, principalement sous l'effet de l'alimentation (+9,0 %) et du transport (+15,7 %).² En Angola, elle s'établissait encore à 9,33 % en juillet, malgré une nette décélération, avec une hausse de 10,40 % des prix de l'alimentation et des boissons non alcoolisées. Au Nigeria, l'inflation annuelle demeurait nettement plus élevée, à 15,43 % en juillet, tandis que l'inflation alimentaire atteignait 20,31 %. À l'inverse, l'Afrique du Sud présente une situation plus proche de celle de la République démocratique du Congo, avec une inflation annuelle de 4,3 % en juillet, en recul par rapport aux 5,0 % enregistrés en juin. Cette relative maîtrise intervient toutefois dans un environnement international moins favorable. Le Fonds monétaire international, FMI, prévoit une inflation médiane de 5 % en Afrique subsaharienne en 2026, contre 3,4 % à fin 2025, dans un contexte notamment marqué par les répercussions des tensions au Moyen-Orient sur les prix de l'énergie, du gaz, des engrais et du transport. À l'échelle mondiale, l'inflation globale

est désormais projetée à 4,7 % en 2026, le FMI estimant que le processus de désinflation engagé depuis 2024 marque une pause. Avec un glissement annuel voisin de 3,4 % en août, la République démocratique du Congo se situe ainsi, à ce stade, en dessous de ces tendances de référence.

INDICE DE CHERTÉ.

Afin d'apprécier les disparités du coût de la vie entre les différentes villes couvertes par le dispositif TALO, un indice de cherté est calculé à partir d'un panier de produits de grande consommation représentatifs des dépenses courantes des ménages. Cet indice a été établi sur la base des prix moyens observés pour dix (10) produits suivis de manière régulière dans l'ensemble des villes couvertes, à savoir : le sac de 25 kg de riz (marques Eléphant, Hello, Lion et Oni), la Boîte de 2.500 g de lait en poudre (marques Nido & Cowbell), Un verre de sucre roux, Une bouteille de 30 cl des boissons sucrées (Coca-Cola et Fanta), une bouteille de 65 cl de boissons alcoolisées (Tembo et Heineken), l'huile raffinée (bidon de 5 litres), le poulet entier congelé (une pièce), le chinchard (1 kg), l'essence (1 litre) et le ciment (1 sac de 50 kg). Cet indicateur permet d'identifier les villes où le coût relatif d'un panier représentatif de biens de consommation est supérieur ou inférieur à la moyenne nationale. Il constitue ainsi un outil d'aide à la décision permettant de mesurer les disparités territoriales, d'orienter les actions de surveillance des marchés, d'identifier les zones nécessitant une attention particulière et d'éclairer la mise en œuvre des politiques publiques en matière de stabilisation des prix.

CHOCES DES PRIX.

VILLE DE KISANGANI.

PRODUIT CONCERNÉ : CIMENT.

Faits observés : Hausse du prix du ciment, suivie d'une détente partielle :

(suite en page 12).

En août, la situation générale des prix est relativement maîtrisée



Le sac du riz BB vendu à 85.000 CDF lors de la période de rareté est descendu à 53.000 CDF. DR.

(suite de la page 11).

- Le ciment PPC est passé de 37.050 CDF à 44000 CDF/le sac, soit une hausse de 18,8 %, avant de redescendre à 39.610 CDF ;
- Malgré cette détente, le prix demeure supérieur de 2 560 FC à son niveau initial ;
- Une évolution similaire a été observée pour la marque CIMKO.

Facteurs explicatifs : Difficultés de navigation sur le fleuve Congo liées à la baisse du niveau des eaux, perturbant l'approvisionnement de Kisangani et entraînant une augmentation des coûts de transport.

VILLE DE KINSHASA.
PRODUIT CONCERNÉ : RIZ BB.

Faits observés : Détente significative du prix du riz BB après le pic enregistré au mois de juin :
► Le sac, vendu entre 60.000 et 62.000 CDF en mai, avait atteint 85.000 CDF durant la période de rareté ;

► Le prix est redescendu entre 53.000 et 58.000 CDF, soit un niveau inférieur à celui observé avant le pic.

Facteurs explicatifs : Reprise des importations, arrivée de nouvelles cargaisons et amélioration de l'approvisionnement ayant permis un rééquilibrage progressif de l'offre.

VILLE DE KANANGA.
PRODUIT CONCERNÉ : CIMENT.

Faits observés : Baisse généralisée du prix des principales marques de ciment :

- CILU : 50.529 CDF à 45.725 CDF, soit -10 % ;
- CIMANGOLA : 52.000 CDF à 45.500 CDF, soit -12,5 % ;
- YETU : 48.967 CDF à 44.412 CDF, soit -9,3 % ;
- CIMKO : 53.400 CDF à 47 575 CDF, soit environ -10,9 %.

Facteurs explicatifs : Amélioration de l'approvisionnement grâce à la praticabilité de l'axe

Kananga-Kalamba Mbuji pendant la saison sèche et à l'ouverture de la frontière. L'arrivée régulière de cargaisons en provenance de Kinshasa et de l'Angola, ainsi que l'installation d'une succursale de PPC à Kananga, ont également renforcé l'offre et la concurrence.

VILLE DE TSHIKAPA.
PRODUIT CONCERNÉ : ESSENCE.

Faits observés : Forte hausse du prix de l'essence :

- Vendeurs ambulants : 3.500 à 4.500 CDF/litre, soit +28,6 % ;
- Station Titan Petroleum : 3 250 à 4 150 FC/litre, soit +27,7 %.

Facteurs explicatifs : Dégradation de l'axe Kandjaji, principale voie d'approvisionnement en carburant depuis l'Angola, à la suite de fortes pluies, entraînant des difficultés d'acheminement et une raréfaction progressive des stocks.

VILLE DE KALEMIE.
PRODUIT CONCERNÉ : ESSENCE.

Faits observés : Flambée exceptionnelle du prix de l'essence sur le marché parallèle à la suite de la fermeture des stations-service :

- Le litre vendu à 3 930 FC en station s'est négocié jusqu'à 20 000 FC auprès des revendeurs ambulants ;
- Par rapport au prix d'environ 4 000 FC précédemment pratiqué sur le marché parallèle, le prix a été multiplié par cinq (+400 %).

Facteurs explicatifs : Mise sous scellés des stations-service à la suite d'un désaccord entre les autorités provinciales et les opérateurs pétroliers concernant l'application d'une taxe conventionnelle provinciale. La fermeture des stations a provoqué une rupture brutale de l'offre officielle et reporté la demande sur le marché parallèle.

VILLE DE MBANDAKA.
PRODUITS CONCERNÉS : MAÏS EN GRAINS ET RIZ LOCAL.

Faits observés : Forte hausse des prix des princi-

aux produits vivriers concernés :

- Maïs en grains, sac de 120 kg : 75.000 à 180.000 CDF, soit +140 % ;
- Maïs en grains, sac de 100 kg : 65.000 à 120.000 CDF, soit environ +85 % ;
- Riz local, sac de 120 kg : 120 000 à 180 000 CDF, soit +50 %.

Facteurs explicatifs : Coupure de la route Gemena-Akula à la suite de la rupture d'un pont, perturbant fortement l'acheminement du maïs vers Mbandaka. Cette situation est aggravée par le mauvais état des routes de desserte agricole reliant plusieurs bassins de production, notamment Bolomba, Basankusu, Bomongo, Akula et Bumba, ainsi que par d'autres perturbations affectant l'approvisionnement.

VILLE DE BANDUNDU.
PRODUIT CONCERNÉ : MAÏS EN GRAINS.

Faits observés : Une forte hausse ponctuelle du prix du maïs en grains a été observée au cours du mois d'août :

- Le sac Allonge est passé de 60.000 CDF en juillet à 120.000 CDF en août, soit une hausse de 100 % en un mois ;
- Cette évolution faisait suite à une baisse progressive du prix, passé de 90.000 CDF en mai à 65.000 CDF en juin, puis à 60.000 CDF en juillet ;

► La situation s'est depuis normalisée, avec un rétablissement de l'offre et un retour du prix vers son niveau d'équilibre.

Facteurs explicatifs : La hausse observée était principalement saisonnière couplée à une rareté du produit sur le marché. Durant la saison sèche, le ralentissement temporaire des activités champêtres avait entraîné une contraction de l'offre de maïs disponible sur le marché. Le rétablissement progressif de l'approvisionnement a depuis permis de résorber la tension et de ramener le marché vers son niveau d'équilibre, confirmant le caractère temporaire du choc observé en août.



MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE NATIONALE

PRIX MOYEN DU PANIER DES PRODUITS DE L'INDICE DE CHÈRETÉ

	BIÈRE	BOIS- SON SUCREE	CHIN- CHARD	CIMENT	ESSENCE	HUILE DE PALME RAFFINÉ	LAIT EN POUDRE	POULET ENTIER	RIZ	SUCRE
Unité	65 cl	30 cl	1 kg	50 kg	1 L	5 L	2500 g	1 pièce	25 kg	1 verre
BANDUN- DU	4 439	2 478	11 000	37 083	3 993	29 408	74 267	-	57 996	533
BENI	4 875	2 107	8 000	31 672	3 955	23 587	68 938	24 700	46 205	759
BOMA	4 905	2 015	6 976	23 745	2 605	28 048	71 807	10 630	48 679	495
ISIRO	9 500	3 238	-	44 000	4 590	29 353	85 647	19 833	67 154	500
KALEMIE	8 000	-	-	27 000	5 064	24 551	127 724	16 071	51 273	519
KANANGA	6 557	3 038	9 042	-	4 298	8 29 101	67 858	9 683	62 240	-
KIKWIT	5 000	2 488	6 500	28 777	3 462	27 580	70 542	16 700	52 299	671
KIN EST	5 208	2 410	7 356	25 038	2 835	27 372	72 162	8 819	50 369	760
KIN OUEST	5 472	2 423	6 939	25 139	2 935	27 288	73 843	10 009	51 145	837
KISANGA- NI	7 130	2 029	15 000	38 750	5 024	32 113	71 505	18 636	66 807	937
KOLWEZI	5 780	2 778	7 858	36 000	3 902	28 541	0 981	12 583	74 932	500
LIKASI	6 692	3 464	7 391	-	3 928	27 333	72 308	10 636	74 769	500
LUBUM- BASHI	5 884	2 500	7 721	25 775	3 935	25 868	74 174	11 011	82 562	727
MATADI	5 178	2 285	6 685	21 761	2 560	29 412	75 954	9 981	52 363	749
MBANDA- KA	5 298	2 470	5 000	34 110	3 972	30 547	67 887	15 000	53 436	573
MBUJI- MAYI	8 224	3 400	10 402	53 800	4 657	34 671	2 474	13 441	70 517	576
MOANDA	4 959	2 315	6 750	23 541	2 506	29 261	75 343	9 736	51 537	611
TSHIKAPA	5 052	2 486	6 800	32 808	3 771	28 024	72 223	8 824	54 132	524

TABLEAUX EXTRAITS DU BULLETIN MENSUEL AOÛT 2026

RANG	VILLE	Indice juillet	Indice août	Évolution
1	Kisangani	121,92	124,04	↑2
2	Isiro	125,89	121,90	↓1
3	Mbuji-Mayi	123,03	121,37	↓1
4	Kalemie	100,85	111,64	↑3
5	Kananga	106,56	102,37	→
6	Beni	97,51	101,99	↑4
7	Likasi	111,48	101,58	↓3
8	Bandundu	100,27	100,87	→
9	Kolwezi	103,82	100,79	↓3
10	Lubumbashi	99,36	99,77	↓1
11	Kikwit	90,78	94,88	↑1
12	Mbandaka	93,70	94,57	↓1
13	Kinshasa Ouest	90,69	91,14	→
14	Tshikapa	89,92	89,86	→
15	Kinshasa Est	88,81	88,43	→
16	Matadi	87,55	87,58	→
17	Moanda	86,14	85,20	→
18	Boma	81,72	82,02	→

Trump

Il admire la puissance

Par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Il est pour l'Amérique, son Amérique seule. «America First», l'Amérique d'abord. Il est pour la Puissance. «Make America Great Again», rendons sa grandeur à l'Amérique. «Keep America Great », maintenons la grandeur de l'Amérique. Donald Trump est de retour à la Maison Blanche pour au moins - qui sait ? - les quatre années à venir. Le nouveau président américain admire Vladimir Poutine, le président russe qui a mis l'Ukraine, pays de l'Europe, à genoux ; il est séduit par Benyamin Netanyahu, l'Israélien qui a réduit Gaza en champs de ruines. Le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky qui redoutait son retour au pouvoir s'est courbé à l'annonce du triomphe. Trump a battu Kamala Harris ? C'est parce qu'il « était bien plus fort », a assuré Zelensky. «J'adore le message du président Trump quand il parle», poursuit-il dans une interview au podcaster américain Lex Fridman. Netanyahu a repoussé l'accord avec Hamas en attendant la veille de l'investiture de Trump sûr que le nouveau président américain ne lui imposerait rien qui irait à l'encontre d'Israël. Lui qui a toujours considéré Trump comme l'allié clé de la sécurité et des intérêts de son pays, a qualifié ce retour à la Maison Blanche comme «le plus grand retour de l'Histoire»!

Donald Trump est pour la puissance, la puissance seule. Avant sa prise de



Donald Trump et Keir Starmer. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, dimanche 26 janvier, leurs diplomates étaient en pointe. DR.



fonctions, il a annoncé, sans exclure le recours à la force, son intention d'annexer le Groenland, territoire autonome du Danemark, le canal de Panama voire le Canada, ravivant les tensions avec les gouvernements danois, panaméen, canadien.

Peu avant Noël, il a assuré que « les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue ». Le 8 janvier, il a dépêché son fils aîné Do Jr et plusieurs représentants voulant afficher ses intentions sur

le Groenland aux yeux du monde. Un projet soutenu par son 1er conseiller, le 1er milliardaire du monde Elon Musk.

Le Groenland est exceptionnellement riche en «minéraux critiques», ressources en minerais, métaux rares et hydrocarbures. Une zone hautement stratégique ! D'après le département américain de l'Énergie, ces minéraux sont essentiels pour les « technologies qui produisent, transmettent, stockent et conservent l'énergie » et qui présentent « un risque élevé

de rupture de la chaîne d'approvisionnement ».

Un rapport publié en 2024 par The Economist présente les sols arctiques comme contenant des gisements (connus) de 43 des 50 minéraux critiques listés. Pour Trump, le Groenland et le canal de Panama sont «très importants pour la sécurité économique» de son pays, a assuré le président dans une conférence de presse tenue à sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride.

Prisé par Trump, le canal de Panama construit par les États-Unis et ouvert en 1914 est sous le contrôle du Panama depuis 1999, après un accord signé en 1977 par Jimmy Carter. «Chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartient au Panama et continuera à lui appartenir », déclare le président du Panama José Raul Mulino.

Trump a donc les yeux braqués sur le Canada. La perspective que ce pays devienne le 51ème État des États-Unis est une «excellente idée», assène-t-il alors que le Canada vit une crise politique après l'annonce de la démission de Justin Trudeau, le Premier ministre.

Avec le Canada, Trump veut principalement faire disparaître les droits de douane. «Les impôts baisseraient considérablement et le Canada serait totalement sûr face à la menace des navires russes et chinois» déclare l'homme qui a souvent appelé «gouverneur Trudeau» pour désigner le titre du chef de

l'exécutif d'un État américain.

Trudeau a fini par réagir. Il exclut toute possibilité de fusion entre les deux pays. «Jamais, au grand jamais, le Canada ne fera partie des États-Unis». «Il ne va pas envahir le Canada, il ne va pas déclarer la guerre au Groenland même s'il le menace. (...) Il agite les armes de la négociation avec l'expérience qu'il a. Il a été à la Maison Blanche, il sait comment ça marche», analyse un expert.

Il n'empêche ! Comment un homme qui exprime aussi publiquement ses visées expansionnistes de territoire pourrait calmer Poutine et d'autres? Que dit-il des crises en Afrique, continent qu'il n'avait jamais visité lors de son premier mandat et qu'il n'envisage pas de visiter au cours de celui qui s'est ouvert le 20 janvier 2025?

Il est vrai que le président américain républicain milliardaire reste un homme d'affaires et l'Afrique l'intéresserait non pas pour les droits de l'homme ou la gouvernance mais pour son sous-sol, ses minerais rarissimes qui sécuriseraient les intérêts stratégiques de son pays, les États-Unis.

Dans ce jeu, le Congo a sa part pleine et entière. Soyons-en convaincus: la solution dans cette guerre face au Rwanda viendra des Anglo-Saxons. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, Washington et Londres étaient en pointe. Soyons focus.

Ebola Bundibugyo aurait atteint son pic

L'épidémie d'Ebola Bundibugyo a dépassé au 11 septembre 2026, 6.900 cas confirmés et 3.349 décès, selon les données disponibles, avec un taux de létalité global de 48,3 %. La riposte congolaise estime que le pic est dépassé, malgré l'apparition d'un cas importé dans le Sud-Ubangi.

Quatre mois après la déclaration de l'urgence, l'équipe de riposte a présenté, le 10 septembre, à la Première ministre

Judith Suminwa Tuluka, une évaluation encourageante. Le pic épidémique est dépassé, la courbe est en phase descendante et le nombre de cas journaliers diminue.

DES DOSES DE VACCIN.

Sur le plan sanitaire, la riposte se poursuit sur fond du renforcement de la recherche sur le vaccin. « Nous avons déjà commencé à vacciner. Pour cela, nous avons déjà réceptionné plus de 70.000 doses de vaccin », a indiqué le ministre de la Santé, Samuel Roger Kamba Mulamba. Parallèlement, les équipes scientifiques

poursuivent des analyses pour mesurer l'efficacité réelle du vaccin sur la souche Bundibugyo. Malgré ces signaux encourageants, les experts appellent à la prudence. « On reste prudent, parce qu'il faudra attendre encore quelques semaines pour voir effectivement les effets des différentes mesures que nous avons mises en place », a souligné Placide Mbala. Cette annonce intervient alors que le virus continue de circuler dans le pays. Jeudi 10 septembre, le gouverneur intérimaire du Sud-Ubangi, Jean-René Galekwa Vundawe,

a annoncé la confirmation d'un cas de maladie à virus Ebola dans la zone de santé de Gbulu, après les résultats des analyses effectuées par l'Institut national de recherche biomédicale, INRB. Le Sud-Ubangi devient ainsi la septième province touchée par l'épidémie d'Ebola, après l'Ituri, le Nord-Kivu, le Haut-Uele, la Tshopo, le Sud-Kivu et le Bas-Uele, selon les autorités. « En regardant les données épidémiologiques, surtout la courbe épidémique, on peut voir que nous avons dépassé le pic et que la courbe est dans sa phase descendante », a déclaré

le professeur Placide Mbala, virologue à l'Université de Kinshasa et responsable du pilier recherche au sein de la riposte. Ce signal positif contraste cependant avec l'extension géographique de la maladie. En effet, la province du Sud-Ubangi, non limitrophe des zones précédemment touchées, a déclaré le 10 septembre un cas confirmé à Gwaka, dans la zone de santé de Bulu. Il s'agit d'un homme de 23 ans, parti de Kamanyola, dans le Sud-Kivu, et qui avait traversé le Rwanda, l'Ouganda, l'Ituri et la Tshopo avant son décès. Cette trajectoire

complexe rappelle la persistance du risque de dispersion lié à la mobilité interrégionale. Le virus Ebola a été découvert pour la première fois en 1976 lors de deux épidémies simultanées au Congo et au Soudan du Sud. En 1976 ce fut Yambuku. Une flambée se déclare, liée au virus Zaïre. Le nom vient de la rivière Ebola qui coule près du village. Puis Nzara au Soudan du Sud. Une autre épidémie éclate en même temps, causée par le virus Soudan. Origine : Les scientifiques pensent que les chauves-souris frugivores sont le réservoir naturel du

virus. La transmission à l'humain se fait par contact avec des animaux infectés ou des liquides biologiques. Les grandes épidémies historiques. Kikwit, 1995. Une épidémie grave frappe une ville importante, montrant le risque en zone urbaine. Afrique de l'Ouest, 2013-2016. C'est la plus grande crise de l'histoire du virus, touchant la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone. Elle fait plus de 11.000 morts et attire l'attention du monde entier. Kivu, 2018-2020. Une épidémie complexe dans une zone de conflit armé.

Cinq aliments africains considérés par la science comme excellents pour la santé

Du Moringa au Fonio, en passant par le Baobab, le Sorgho ou le Teff, plusieurs aliments africains sont réputés pour leur richesse nutritionnelle. Certains sont qualifiés de «superaliments» par leur forte concentration en nutriments et des vertus dont ils regorgent. Explorons quelques-uns d'entre eux.

► **Le Moringa.** Souvent surnommé « l'arbre miracle », en raison des nombreuses propriétés qui lui sont attribuées, le moringa oleifera figure parmi

les plantes particulièrement riches en nutriments. Vitamine A et C, protéines, fer, calcium, potassium, magnésium, lipides, glucides, fibres, en font notamment un aliment très intéressant sur le plan nutritionnel. Originaire d'Afrique et d'Asie du Sud, le moringa est reconnu pour assurer une protection antioxydante, à travers ses nutriments. Il contribue ainsi à protéger les cellules des dommages causés par des molécules appelées radicaux libres. Bien que ses feuilles soient les plus prisées, pour leurs propriétés nutritionnelles, et puissent être consommées fraîches, séchées, ou réduites en poudre, d'autres parties de

cet arbre sont également utilisées, les graines, les fleurs, les racines, et l'écorce. De plus, ces propriétés antioxydantes du moringa contribuent à soutenir la fonction cognitive, et pourraient ainsi aider dans la lutte contre la démence et la maladie d'Alzheimer. Des études expérimentales montrent notamment que certains extraits de ses feuilles, fruits ou racines pourraient agir sur les mécanismes impliqués dans l'inflammation. Un rôle crucial, compte tenu de l'implication de l'inflammation dans le développement de nombreuses maladies chroniques, dont l'obésité et le diabète. Au rang de ses bien-

faits, des essais réalisés récemment lui attribueraient également des propriétés anticancéreuses, qui pourraient lutter contre le cancer du foie, et aussi contre la dépression. Autre particularité : le moringa pousse rapidement et résiste relativement bien à la sécheresse, ce qui en fait une plante particulièrement adaptée à certaines régions tropicales et arides.

► **Le Fonio.** Avec plus de 5.000 ans d'existence, le fonio est cultivé en Guinée, au Mali, au Bénin, au Sénégal, au Burkina Faso, au Togo et au Niger. Avec ses graines aussi minuscules que du sable, qui lui valent parfois le surnom de « céréale petits

grains », le fonio est reconnu pour ses composantes nutritionnelles et sa facilité digestive. Sans gluten, il est notamment riche en fer, en magnésium, en zinc, en calcium et en fibres alimentaires. Il contribue ainsi entre autres à lutter contre l'anémie, à réduire le stress et à améliorer le système immunitaire. Les nutritionnistes recommandent cependant de boire suffisamment d'eau, lorsqu'on consomme du fonio. Afin de faciliter le transit et l'absorption.

► **Le Baobab.** Le Baobab se consomme en fruits et en feuilles. Il est particulièrement apprécié pour faire du jus. Sa pulpe peut être trempée, puis

filtrée. On peut y rajouter du lait, ou d'autres ingrédients, avant sa consommation. Très sollicité pour son goût, ses propriétés nutritives. Le fruit du baobab est particulièrement riche en antioxydants et en fibres, en potassium, en vitamine C, ce qui contribue à la sensation de satiété, et permet d'avoir une influence positive sur la gestion du poids. Les feuilles de Baobab sont utilisées en cuisine au Bénin, au Togo, au Ghana. Elles servent à préparer «la sauce des feuilles de baobab». Une sauce un peu gluante, très prisée. Elles sont réputées pour leur richesse en calcium, potassium, fer, minéraux, protéines, en vitamines B et C, et en provi-

tamine A. Permettant ainsi de lutter contre l'anémie, de renforcer le système immunitaire et de lutter contre les infections.

► **Le Sorgho.** Fibres, magnésium, et autres composés végétaux, le sorgho figure parmi les céréales les plus produites en Afrique subsaharienne, et depuis peu dans des pays d'Europe. Naturellement sans gluten, et relativement pauvre en matières grasses, il peut être consommé cuit comme du riz, transformé en farine, utilisé dans diverses préparations traditionnelles. Ses effets bénéfiques nombreux dont potentiellement anti-inflammatoires, antioxydants.

La salive de la mouche ouvre une voie prometteuse vers le vaccin

La salive ouvre-t-elle une piste prometteuse pour développer un vaccin contre les virus transmis par les moustiques ?

Des chercheurs français ont mis en évidence le

mécanisme par lequel la salive des moustiques favorise la transmission de virus comme la dengue, le Zika ou la fièvre jaune. Des virus parfois mortels, responsables de 500 millions d'infections par an dans le monde. Leurs travaux ont été publiés,

en cette rentrée 2026 dans la revue scientifique Nature Communications. Quand le moustique prélève notre sang, il injecte aussi des petites gouttes de salive pour qu'on ne sente pas sa piqûre, et c'est dans cette salive que se niche son arme secrète. « La

piqûre du moustique contient un peu de l'ARN viral présent dans ses cellules, explique Julien Pompon, entomologiste moléculaire à l'Institut de recherche pour le développement, et cet ARN permet de bloquer la réponse immunitaire de notre peau. Cela donne

du temps au virus Ouverture dans un nouvel onglet pour développer l'infection au niveau de la peau ». Le chercheur développe un vaccin qui cible la salive de moustique. Un vaccin qui aurait deux avantages : il s'attaque à plusieurs virus en même temps,

ceux de la dengue, du Zika, et de la fièvre jaune, et puis il permet d'éviter les effets secondaires des vaccins traditionnels. Les premiers tests sur des souris sont concluants, et le scientifique se donne quatre ans pour élaborer ce vaccin et démarrer des essais cliniques.

Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Elon Musk lance ses robotaxis Tesla

Selon un message posté par @InnovatingCoin sur X, des véhicules d'essai Robotaxi ont récemment été vus en action à Plano, une grande banlieue dynamique située dans la région métropolitaine de Dallas-Fort Worth, principalement dans le comté de Collin. Dallas est la troisième ville la plus peuplée du Texas et Plano est le siège de nombreuses grandes entreprises et reconnue pour son excellente qualité de vie.

Le message comprenait des photos de deux voitures d'essai sur la route, avec la légende suivante : «Robotaxi pourrait bientôt arriver». Il faut dire que le véhicule autonome poursuit sa course. Avec l'apprentissage profond et la fusion des données, l'intelligence artificielle a permis un nouveau bond en avant dans la conception de véhicules routiers pouvant circuler sans conducteur.

Depuis 2012, une centaine de milliards d'euros en recherche et développement ont été investis dans l'autonomie de conduite, presque exclusivement en Chine et aux États-Unis. Les premiers bénéficiaires sont les robotaxis, mais tous les types de véhicules sont concernés : navettes et bus, poids lourds, droïdes de livraison, nettoyeurs de voirie, etc. Aux États-Unis, les robotaxis (des voitures autonomes ou sans conducteur) ont quitté le stade des promesses. Waymo facture déjà des courses à des passagers dans plusieurs grandes métropoles, où circulent des milliers de véhicules. Pour tenter de combler son retard, la marque Tesla du premier milliardaire au monde Elon Musk



Des centaines de milliards de \$US en recherche et développement investis dans l'autonomie de conduite donnent du résultat. DR.

a lancé en février dernier la fabrication des premiers exemplaires de son taxi autonome, après plusieurs années de reports. Imaginé dès le départ sans commandes classiques, ce modèle doit devenir la pièce maîtresse du futur service de transport à la demande de la marque, annoncé depuis presque sept ans. Son calendrier continue malgré tout de glisser. La présentation a finalement eu lieu jeudi 3 septembre à Austin, dans l'enceinte de la gigafactory texane. Austin est la capitale administrative de l'État du Texas, le siège du comté de Travis. Avec 978.000 habitants, c'est la quatrième

plus grande ville de l'État du Texas. Tesla a convié uniquement les usagers les plus réguliers de son offre de robotaxis, tandis qu'une retransmission en direct a été proposée aux autres. L'invitation annonçait une démonstration de conduite entièrement autonome.

LES PRINCIPAUX RISQUES. Les formalités administratives donnaient toutefois déjà quelques indications. Depuis la fin du mois de mai, la législation du Texas permet aux sociétés d'attester elles-mêmes que leurs véhicules peuvent assurer un service commercial sans conducteur. 45 Cybercab étaient déjà enregistrés au

Texas avant la présentation de Tesla. Les fichiers d'immatriculation texans recensent maintenant 45 taxis autonomes enregistrés au nom de Tesla. Le Cybercab affiche la consommation la plus faible parmi les véhicules électriques actuellement disponibles. Cette voiture biplace ne possède ni volant ni pédales. Le constructeur prévoit d'en fabriquer jusqu'à 125.000 exemplaires chaque année. À ce stade, son parc de robotaxis au Texas rassemble environ 175 véhicules en comptant les Model Y. Ce volume paraît infime au regard des ambitions affichées. Dans le seul état du Texas, Waymo exploite près de 600

voitures et franchit les 500.000 courses payantes hebdomadaires à l'échelle nationale. Le multimilliardaire Elon Musk annonçait de son côté un million de véhicules autonomes dès 2020. Il était encore impossible d'affirmer que les Cybercab prendraient des passagers contre paiement dès jeudi soir 3 septembre. Le service existe déjà à Austin, Dallas, Houston, Miami, Orlando et Tampa, mais son déploiement demeure très restreint hors de la capitale texane. L'événement permettra surtout de voir si Tesla respecte enfin le calendrier annoncé. Les principaux risques des robotaxis concernent la sécuri-

té sur la route, l'augmentation du trafic et la gestion des incidents techniques. **► Sécurité sur la route,** s'agissant des accidents plus fréquents concernant, certains véhicules autonomes ont un taux d'incidents supérieur à celui des conducteurs humains. Par exemple, une étude indique un accident tous les 57.000 miles (91.732 kms). **► Manœuvres dangereuses :** les autorités surveillent de près ces technologies. Une agence américaine 01 net rapporte des enquêtes suite à des changements de voie brusques. **► Blocages inattendus :** les capteurs peuvent être perturbés par des objets simples comme des cônes de signalisation.

► Impact sur la circulation (trafic ralenti) : les robotaxis roulent parfois plus lentement que les humains lors de circulations denses. **► Plus de véhicules vides :** les trajets de voitures sans passager risquent d'augmenter le nombre de véhicules sur les routes. **► Logistique et société (problèmes de recharge) :** immobiliser et recharger ces flottes sature les bornes d'électricité disponibles. **► Vandalisme :** sans chauffeur à bord, les véhicules risquent d'attirer des dégradations ou des vols. **► Concurrence déloyale :** l'arrivée de ces flottes menace directement les emplois des chauffeurs de taxi traditionnels.



Une pratique très répandue mais risquée

C'est une pratique de sexe oral très répandue et source de plaisirs intenses pour les femmes. Mais, sur le plan santé, cette pratique sexuelle appelée le cunnilingus qui consiste à stimuler la vulve et le clitoris à l'aide de la langue, des lèvres ou du nez - peut être propice au partage de virus. Papillomavirus, chlamydia, gonocoque, VIH, le point sur les vrais et faux risques du cunnilingus.

Pratique sexuelle orale incontournable du plaisir féminin, le cunnilingus n'en reste pas moins pourvoyeur d'infections dans certains cas. Pour rappel, le mot «cunnilingus» ou plutôt «cunnilinctus» de son nom officiel vient du latin «cunus» qui veut dire «con» en français (le «con» désignant la vulve) et de «linctus» qui veut dire «lécher». On l'appelle aussi «baiser vulvaire» ou «baiser clitoridien». Face à l'augmentation du nombre de partenaires au cours de la vie sexuelle, les risques liés au cunnilingus sont plus fréquents (que ce soit pour la personne qui reçoit le cunnilingus ou qui le fait), surtout quand il n'y a pas de protection (digue dentaire) comme c'est très souvent le cas.

Le chlamydia se transmet-il par le cunnilingus ? «Sans digue dentaire, le cunnilingus peut transmettre des infections sexuelles comme le gonocoque et la chlamydia, par les liquides, les leucorrhées (pertes blanches)», nous confirme le Dr Andreea Matefi, gynécologue et thérapeute de couple. La gonococcie est le nom de la maladie sexuellement transmissible due au microbe gonocoque *Neisseria gonorrhoeae*. Chez la femme, l'infection peut se tra-



Le cunnilingus qui consiste à stimuler la vulve et le clitoris à l'aide de la langue, des lèvres ou du nez, est propice au partage de virus. DR.

duire par des démanagements génitaux, des pertes inhabituelles, des douleurs lors des rapports sexuels et des brûlures en urinant. Chez l'homme, elle se manifeste par une uréthrite. Cette pathologie se soigne par la prise d'antibiotiques. Les chlamydioses sont, elles, dues à des bactéries appelées *Chlamydia trachomatis*. Elles touchent autant les hommes (qui développent aussi une uréthrite) que les femmes. Le problème c'est que très souvent, la chlamydiose n'entraîne pas de symptôme. On peut ainsi la transmettre sans le savoir. Or, non soignée, elle peut entraîner une salpingite chez la femme qui peut être à l'origine d'une sté-

rilité ou d'une grossesse extra-utérine. D'où l'importance de se faire dépister régulièrement, surtout si on change souvent de partenaires sexuels.

Cunnilingus et bouton de fièvre : l'herpès peut-il se transmettre ?

Oui. Le cunnilingus expose au risque d'herpès génital si celui qui le prodigue a de l'herpès (un bouton de fièvre par exemple). « C'est une transmission de liquide à liquide, le virus rentre dans les cellules de la femme par ses sécrétions et peut après entraîner des poussées d'herpès », explique le Dr Matefi. La transmission peut se faire 15 jours avant l'apparition du bou-

ton de fièvre «car le virus de l'herpès est déjà dans la salive». Heureusement cependant, le risque n'est pas systématique. « Le système immunitaire de la femme va se battre donc. Elle ne va pas forcément développer un herpès génital à chaque fois qu'un homme qui a un herpès buccal va lui faire un cunnilingus. Par contre, si elle n'a pas d'anticorps, que son système immunitaire est un peu défaillant, qu'elle est fatiguée ou qu'elle a ses règles, là, potentiellement, il y a plus de risque de transmission. Mais dans tous les cas, elle ne peut pas le savoir à l'avance », poursuit le Dr Matefi.

Le papillomavirus

se transmet-il par le cunnilingus ?

Largement répandue chez les femmes de tout âge, l'infection à papillomavirus humain (HPV) est l'infection sexuellement transmissible (IST) la plus fréquente. Ce virus peut se transmettre par la peau et les muqueuses orales et génitales donc lors d'un cunnilingus (mais aussi lors d'une fellation et d'une pénétration vaginale ou anale).

Selon la gynécologue, «tout le monde en a eu au moins un, une fois dans sa vie, qu'il s'en rende compte ou pas». Il existe entre 200 et 250 sortes d'HPV. Le risque survient quand on est contaminé par un HPV dit «à risque» car associé à la survenue de cancers du col de l'utérus et de cancers ORL (gorge...). L'état du système immunitaire est important au moment de la transmission.

« Certains systèmes immunitaires vont éliminer le virus. D'autres ne vont pas l'empêcher de se développer (10% des cas). C'est assez long, le virus ne flambe pas comme ça. Si on a un partenaire à un temps o, il est possible que le HPV ne se déclenche que deux à trois ans plus tard », poursuit-elle. D'où l'importance, pour les femmes, d'être suivies régulièrement par un gynécologue. D'autant que les hommes ne sont jamais dépistés.

«Ils ne viennent pas en consultation, on ne leur dit pas non plus d'aller voir un dermatologue pour savoir s'il y a des zones infectées au niveau de leur gland. C'est un tabou en France. Parler de sexualité à un homme c'est compliqué. La femme porte donc la charge parce qu'une fois qu'elle est dépistée, si elle a un partenaire régulier ou auquel elle tient, elle va l'orienter vers un dermatologue qui va le dépister ».

Faut-il éviter le cunnilingus après un test positif au papillomavirus ?

« S'il n'y a pas de condylomes (verrues

génitales) à l'extérieur au niveau de la vulve, il y a moins de risque de transmission du virus s'il y a seulement un cunnilingus (et pas de pénétration, de fellation...) », répond la gynécologue. Il ne faut pas hésiter à en discuter avec le médecin traitant ou la gynécologue.

Peut-on attraper une hépatite B ou C avec le cunnilingus ?

Oui. Comment ? S'il y a des lésions dans la bouche de celui qui donne le cunnilingus (comme en cas de gingivite) ou au niveau du sexe de la femme. Pour que le virus des hépatites en question se transmette, il faut qu'il y ait un contact de sang à sang. Pour l'hépatite B, le risque reste « très faible sauf si le cunnilingus est pratiqué pendant les règles » précise le site Hépatites-info-service.

Le VIH peut-il se transmettre lors d'un cunnilingus ?

Le virus du VIH, responsable du Sida, peut se transmettre lors d'un cunnilingus non protégé s'il y a des lésions permettant au virus de pénétrer dans le sang de la personne non infectée. Par exemple « s'il y a des grosses gingivites (saignements au niveau des gencives), des saignements après le rasage, des menstruations », détaille le Dr Matefi. Il faut qu'il y ait un contact entre le sang des deux protagonistes. La salive ne transmet pas le VIH donc s'il n'y a pas de lésion, il n'y a pas de risque de transmission, « c'est avéré ».

Syphilis et cunnilingus : les chancres contagieux ?

La syphilis est une maladie infectieuse due à une bactérie appelée *Treponema pallidum* ou « tréponème pâle ». Elle se transmet lors de rapports non protégés : vaginaux, anaux et bucco-génitaux (fellation et cunnilingus). Comment ? Par contact avec les chancres pré-

sents sur la vulve, même s'il n'y a pas de lésions. Les chancres ressemblent à des lésions rondes uniques, de couleur rosée, dures, mais non douloureuses au niveau des organes génitaux externes, sur le gland chez l'homme ou la vulve, le vagin ou le col chez la femme. S'il y a des chancres, il ne faut pas faire de cunnilingus, au risque sinon d'être contaminé.

Le cunnilingus est-il plus risqué pendant les règles ?

Oui. « Il y a des risques supplémentaires de pratiquer un cunnilingus pendant les menstruations, répond la gynécologue, par rapport à la transmission du virus du Sida (ou de celui de l'hépatite B ou C). Par contre, si c'est un partenaire stable, connu, avec des sérologies négatives, là, il n'y a pas de risque ».

Combien de temps après un rapport à risque, se fait-on dépister ?

Vous avez échangé un cunnilingus avec un(e) partenaire de passage ? Ou avec plusieurs partenaires ? Sans digue dentaire... Dans le doute d'une éventuelle contamination (avec les risques évoqués ci-dessus), il faut se faire dépister. Pour prévenir d'éventuelles complications chez vous et de nouvelles transmissions à vos futur(e)s partenaires.

► Pour les sérologies des IST (chlamydia, gonocoque, hépatite B, C, VIH, syphilis...) : il faut attendre au moins 6 semaines après le rapport. Sauf en cas de signes cliniques (comme la survenue de chancres...). Dans ce cas, consulter dès leur survenue.

► En cas de sexualité variée, de partenaires multiples : faire un dépistage une à deux fois par an. « Pour le HPV, il faut se faire dépister tous les ans s'il y a un changement de partenaire et pas forcément de protection », recommande le Dr Andreea Matefi.

Le 11 septembre, cela fait vingt-cinq ans



Cela faisait 25 ans vendredi 11 septembre 2026, les États-Unis étaient frappés par une attaque terroriste qui allait durablement marquer les esprits : les attentats du World Trade Center et du Pentagone, organisés par l'organisation Al-Qaïda, qui ont fait près de 3.000 morts. Cet événement a poussé Washington à multiplier les interventions à l'étranger dans le cadre d'une « guerre contre le terrorisme ». Cet événement a-t-il changé l'ordre du monde ? Aussi marquants et tragiques qu'ils aient été, les attentats du 11 septembre 2001 n'ont pas fondamentalement bouleversé les rapports de force ni les grandes tendances géopolitiques. Ils ont plutôt amplifié et accéléré des phénomènes qui étaient déjà à l'œuvre.

Vendredi 11 septembre 2026 au sud de Manhattan, la cloche de l'espoir a résonné à 08:46 pour commémorer l'impact du premier avion dans la tour Nord du World Trade Center, il y a tout juste vingt-cinq ans. Au pupitre, les noms des 2.977 victimes recensées du pire attentat terroriste de l'histoire des

« Même pour ceux qui n'étaient pas là, mais qui étaient en vie à l'époque, il est beaucoup plus facile de comprendre l'ampleur de ce qui s'est produit. Pour la génération suivante, c'est plus compliqué », témoigne Logan Miller, 32 ans, qui a perdu un oncle et un grand-père des suites des attentats. AFP.

États-Unis sont égrenés. Quatre anciens présidents américains (Bill Clinton, George W. Bush, Barack Obama et Joe Biden) sont présents au premier rang de ces commémorations new-yorkaises, mais pas Donald Trump, représenté par son vice-président, J.D. Vance.

« NOUS N'OUBLIERONS JAMAIS ».

D'autres responsables de l'administration se trouvaient à la cérémonie de Shanksville, en Pennsylvanie. M. Vance avait prévu d'être à New York pour l'anniversaire l'année dernière, mais il s'était finalement rendu à Salt Lake City pour être aux côtés de la famille de Charlie Kirk après l'assassinat de ce militant conservateur. Aucun discours politique n'étant toléré, l'actuel locataire de la Maison Blanche a préféré se rendre à Arlington, un autre site des attentats, pour rendre hommage aux victimes du Pentagone. « Aujourd'hui, nous renouvelons le serment sacré que nous avons prononcé pour la première fois en leur nom il y a un quart de siècle. Nous n'oublierons jamais. Jamais. C'est pour cela que nous nous battons aujourd'hui. Nous n'avons pas le choix. Il ne peut y

avoir que la victoire », a déclaré le 45^e et 47^e président des États-Unis. Surtout, le Républicain de 80 ans en a profité pour justifier la guerre menée actuellement au Moyen-Orient. « Nous saluons les membres des forces armées qui travaillent pour que le premier mécène du terrorisme mondial, la République islamique d'Iran, n'obtienne jamais, jamais une arme nucléaire », a également assuré Donald Trump. Loin d'être tous vérifiables, les récits du président américain ont une nouvelle fois prêté à polémique quand il a narré ses propres souvenirs du 11-Septembre dans les ruines encore fumantes de Ground Zero. Un quart de siècle a passé. Et si le devoir de mémoire est toujours présent, rassemblant l'Amérique, environ 100 millions de citoyens états-uniens ne peuvent se souvenir aujourd'hui du 11-Septembre : soit parce qu'ils étaient trop jeunes, soit parce qu'ils n'étaient pas encore nés. Reste que depuis 2001, Donald Trump n'a en effet cessé de réécrire le rôle qu'il aurait joué lors des attentats du World Trade Center. Tantôt témoin privilégié ou sauveteur, le président américain s'est progres-

sivement construit une place dans le récit du 11 Septembre. « Que faisiez-vous le 11 septembre 2001 ? » À cette question, tous les Américains ont une réponse, tant l'attentat terroriste a marqué les consciences du monde entier. Donald Trump, lui aussi, assure se souvenir très bien de ce qu'il faisait il y a 25 ans... quitte à s'inventer un rôle. « J'étais en train de construire un grand bâtiment à New York et j'ai emmené toute l'équipe sur place juste après que ce soit arrivé », narre le 47^e président des États-Unis lors d'un discours de commémoration à Washington qui certifie qu'il se trouvait dans l'US Steel Building, un gratte-ciel aujourd'hui baptisé One Liberty Plaza, situé à côté du World Trade Center. « Deux pompiers, des mecs grands et costauds - et je ne suis pas petit moi-même -, m'ont littéralement empoigné par le bras et m'ont dit « Il faut se barrer d'ici ! », poursuit l'ancien promoteur immobilier qui prétend se souvenir que l'édifice « craquait et nous pensions qu'il allait nous tomber dessus ». Petit problème : Donald Trump ne se trouvait pas sur place au moment de la chute du World Trade Center mais dans son bu-

reau de la Trump Tower, également dans le quartier de Manhattan, mais à plus de 6 kilomètres de là. Si le camp républicain a tenté d'étouffer la polémique en invoquant l'état de choc et le poids des années, l'intéressé n'en est pas à son coup d'essai et a multiplié, en 25 ans, les tentatives de récupération. Témoin, devin et héros S'il déclare avoir assisté au crash du second avion depuis son appartement en 2004, Donald Trump assure, en 2015, avoir aperçu des victimes sauter depuis l'immeuble en feu malgré la distance. La même année, il affirme avoir vu, depuis la Trump Tower une « importante population arabe », qui « se réjouissait alors que les immeubles s'effondraient ». Plus qu'un simple témoin, Donald Trump se dépeint aussi en devin, attestant avoir prédit les attentats dans son livre *The America We Deserve* en 2000, et même en héros. En effet, dès le 13 septembre 2001, alors interrogé par une télévision allemande, il jure avoir envoyé « une centaine d'hommes », qui seront même rejoints par « 125 autres », sur le site du World Trade Center pour aider les sauveteurs. En 2016, il signe qu'il a lui-même « un peu

aidé » à déblayer les gravats. Deux affirmations contestées par Richard Alles, qui supervisait les pompiers de New York le 11 Septembre, qui souligne qu'il « y aurait eu des traces » de tels actes. Comment alors expliquer de tels propos ? « Si ces premiers mensonges ne datent pas d'hier, je ne trouve pas étonnant que Donald Trump cherche à personnaliser les attentats et de constamment ramener les choses à lui, estime Manon Lefebvre, maîtresse de conférences en civilisation des États-Unis à l'Université de Montpellier Paul-Valéry. Son second mandat est marqué par une accélération du culte du chef. » « Le 11 Septembre est une date extrêmement sensible, un choc absolu dans le monde entier, théorise de son côté le journaliste Dominique Simonnet, coauteur avec Nicole Bacharan de *11 septembre, le jour du chaos* (Perrin, 2011). C'est même l'un des rares moments où notre petite histoire rencontre la grande. Je pense que, derrière les bobards de Trump, se cache juste la volonté d'en faire partie ». Natif du Queens, l'ancien promoteur immobilier semble pourtant entretenir un rapport distancié avec l'attentat qui a frappé sa ville.

Xi Jinping et Poutine au sommet des BRICS



Les présidents russe Vladimir Poutine, sud-africain Cyril Ramaphosa, le Premier ministre indien Narendra Modi, le président iranien Masoud Pezeshkian, le ministre indien des Affaires étrangères Subrahmanyam Jaishankar, le ministre brésilien Mauro Vieira, et le ministre indien du Commerce et de l'Industrie, Piyush Goyal, posent pour une photo lors d'une séance photo organisée pour les participants au Forum des entreprises des BRICS à New Delhi. REUTERS.

Les 12 et 13 septembre 2026, New Delhi a accueilli le XVIII^e sommet des BRICS sous la présidence de l'Inde. Plus qu'une réunion diplomatique, cet événement a symbolisé une transformation profonde de l'économie mondiale : le centre de gravité de la croissance se déplace progressivement vers les économies émergentes. Au programme d'un sommet avant tout économique : les débats sur l'émancipation du dollar pour les transactions internationales, le rapprochement sino-indien et le grand écart entre les membres du bloc sur la crise au Moyen-Orient.

Il y a vingt ans, les BRIC, Brésil, Russie, Inde et Chine, acronyme inventé en 2001 par l'économiste Jim O'Neill (de la banque Goldman Sachs) pour regrouper les initiales de quatre pays, qui s'écrit désormais BRICS après l'adhésion de l'Afrique du Sud, ce groupe de grandes puissances émergentes et une organisation internationale qui vise à peser face aux pays occidentaux, représentaient avant tout une promesse. Aujourd'hui, les BRICS constituent une réalité économique incontournable. Avec l'élargissement du groupe, les BRICS rassemblent désormais 11 pays, l'Inde, la Chine, le Brésil, la Russie, l'Afrique du Sud, les Émirats arabes unis, l'Égypte, l'Éthio-

pie, l'Indonésie, l'Iran et l'Arabie saoudite, constituent un poids considérable :
 ► près de 46 % de la population mondiale ;
 ► environ 41 % du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat (PPA) ;
 ► près d'un quart du commerce mondial ;
 ► des réserves de change parmi les plus importantes au monde. À titre de comparaison, les BRICS dépassent désormais le G7 en poids économique mesuré en PPA (Parité de Pouvoir d'Achat), une évolution qui illustre le rééquilibrage progressif des puissances économiques mondiales. L'Inde a donc réuni les chefs d'État des principales économies émergentes.

«LA PRINCIPALE LIGNE DE FRACTURE».
 Le président chinois Xi Jinping est arrivé samedi 12 septembre à New Delhi pour participer au forum diplomatique aux côtés des dirigeants indien, russe ou encore iranien, où les guerres, le commerce et l'énergie devaient être au cœur des discussions du bloc diplomatique. La venue de Xi Jinping constitue en elle-même un événement puisqu'il ne s'est pas rendu en Inde depuis 2019. En 2020, un accrochage militaire meurtrier avait opposé les deux pays au niveau de leur

frontière disputée dans l'Himalaya. L'Inde et la Chine ont depuis lentement remis leur relation sur les rails. «La Chine est prête à travailler avec l'Inde (...) en renforçant la communication, la coopération», a assuré Pékin vendredi, la veille du sommet. Leur différend territorial reste toutefois non résolu : les deux parties conservent d'importantes présences militaires le long de leur frontière d'environ 3500 kms, aux confins de la région chinoise du Tibet. Xi Jinping s'est entretenu directement avec le Premier ministre indien Narendra Modi samedi. Quelques dizaines de Tibétains ont dénoncé vendredi à New Delhi la visite annoncée du chef d'État chinois dans le pays qui accueille leur chef spirituel en exil, le Dalai Lama, depuis 1959. Le forum des BRICS a été créé en 2009 pour rassembler les grandes économies émergentes (Brésil, Russie, Inde, Chine, puis l'Afrique du Sud) hors des institutions dominées par les États-Unis et les puissances occidentales comme le G7. En amont du sommet, Narendra Modi a reçu le président iranien Massoud Pezeshkian, alors que le conflit déclenché fin février au Moyen-Orient par les frappes américaines et israéliennes sur l'Iran doit avoir nourri une partie des

discussions de New Delhi. «Lorsqu'un pays subit des pressions politiques et militaires sur son commerce, son énergie, ses infrastructures et son système financier, les répercussions dépassent ses frontières», a souligné le chef de l'État iranien. En représailles aux bombardements sur son territoire, l'Iran a verrouillé le détroit d'Ormuz, par lequel transitait avant la guerre 20 % du pétrole mondial. Ce blocage continue de faire flamber les prix du brut : le baril de Brent a de nouveau dépassé cette semaine le seuil des 100 \$US. Le conflit divise les membres des BRICS. La Russie et la Chine, déterminées à contrer l'hégémonie américaine, continuent à commercer avec l'Iran malgré les menaces de sanctions répétées de Donald Trump. Les Émirats arabes unis, eux, ont suspendu en août leurs échanges commerciaux et financiers avec Téhéran après avoir été visés par des missiles iraniens. «Ce conflit sera la principale ligne de fracture lors de ce sommet», a prédit Harsh V. Pant, analyste du centre de réflexion Observer Research Foundation. Par ailleurs, six mois après la dernière visite du président russe dans la capitale indienne, Narendra Modi et Vladimir Poutine «ont partagé leurs perspectives» vendredi

sur les conflits au Moyen-Orient et en Ukraine, selon New Delhi. «Le Premier ministre [indien] a réaffirmé que seuls le dialogue et la diplomatie permettaient de résoudre les conflits», de même source. Narendra Modi, avait exhorté, lors du dernier sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), son «ami» Vladimir Poutine à trouver une issue au conflit en cours depuis 2022 qu'il a toujours évité de condamner ouvertement. Soupçonné par certaines capitales de vouloir étendre le conflit, Vladimir Poutine, cité par les agences russes depuis New Delhi, a assuré que Moscou «ne menace pas les pays européens», tout en avertissant ces derniers que tout déploiement de troupes en Ukraine équivaldrait à «une guerre contre la Russie». Alliée traditionnelle de la Russie, l'Inde a continué à importer du pétrole russe malgré les sanctions des États-Unis. Avec la présence des dirigeants russe, chinois et iranien parmi la quinzaine de chefs d'État et de gouvernement présents, ce sommet a transformé New Delhi en vitrine politique sous haute sécurité.

avec AGENCES ■

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger, propriété de FINANCE PRESS GROUP en sigle FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
 RCCM
 KIN/RCCM/15-A-27926
 Id. Nat.
 01-93-N00932M

Le Soft International
 Global site
 lesoftonline.net
 lesoft.be
 Kin's
 kin-s.net
 LeSoftConcept
 LeWebSoftConstruct
 InterCongoPrinters
 RadioTéléAction
 Masimanimba.
 Grand Bandundu
 info@lesoft.be
 SIP-AFRIMAGES
 B-1410 Belgique.
 Tél 00-32-488205666.
 Fax 00-322-3548978.
 eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
 Yerkis Muzama Muzinga.
 Phone +243-818371479.

RÉDACTION.
 T. Matotu
 D. Dadei
 Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
 Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
 Mankana Makasi.
 AMP Agences et Messageries de la Presse Belge. Accords spéciaux. Trends. Trends, Tendances. Le Vif/L'Express. Knack.
 © Copyright 2026 FINPRESS.
 Imprimé à Kinshasa
 InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
 M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.

